

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires



Réunion à Regina  
Visite de l'Australie et  
de la Nouvelle-Zélande  
Élections au Kazakhstan  
Amanda Lang  
McLuhan le prophète



*Le Président de la Fondation pour l'éducation Francis LeBlanc et Amanda Lang.*



*Lorne Hepworth, CropLife, l'hon. Paul Dick, Howard Mains et Dennis Prouse.*



*Peggy Morgan et Elizabeth Roscoe.*



*Léo Duguay, le député Darryl Kramp et Michael Cassidy.*



*Le très hon. Herb Gray et sa fille Elizabeth Gray Smith.*



*L'hon. Otto Lang et ses filles Elisabeth et Amanda.*



*Amanda Lang et Russell Williams, RxC&D.*



*Don Newman et Gregory Kane.*



*L'hon. Marilyn Trenholme Counsell et Kevin Vickers.*



*J. Barry Turner et Stephen J. Kelly.*



*L'hon. Peter Milliken et l'hon. Ralph Goodale, député.*

# Suite à la Colline

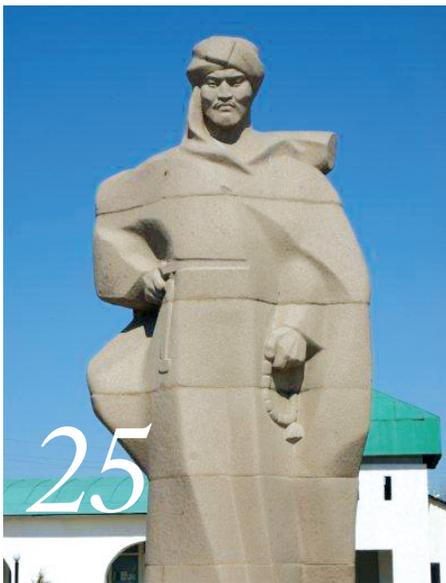
Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 8, Numéro 1

HIVER 2012

## DANS CE NUMÉRO

Lettres	4	Les étudiants apprennent la vérité de la bouche des ex-parlementaires	18
Sous le regard du président	5	Par Diana Brown	
Par Léo Duguay		Commerce avec l'Amérique latine	19
Rapport du directeur exécutif	6	Par Katherine Dunn	
Par Jack Silverstone		Amanda réussit un coup de circuit pour son père et ses amis	20
www.exparl.ca : le nouveau site est en fonction	6	Par Ada Slivinski	
La démocratie : Cette perle de culture	7	Marshall McLuhan : Prophète des temps modernes	22
Par Jack Silverstone		Par l'hon. John Reid	
Plus de sièges, moins d'espace	7	100 <sup>e</sup> anniversaire des parcs nationaux	23
Par Ada Slivinski		Par Katherine Dunn	
Leçons à retenir des antipodes	8	Des steppes de l'Asie centrale : L'élection présidentielle au Kazakhstan	24
Par Geoff Scott		Par Doug Rowland	
Adieu au monopole sur la vente du blé et de l'orge dans les Prairies	11	Foi et politique : Bill Blaikie	28
Par Dorothy Dobbie		Habitudes de vote des croyants	29
Regina accueille les ex-parlementaires avec classe et chaleur	12	Canada en 1911	30
Par Joel Eastwood		Notre hommage à ceux qui nous ont quittés	31
Les Huttérites : Une existence à l'échelle industrielle	16	Par Jenny Ford	
Par Joel Eastwood		Souvenirs de campagnes électorales	34
		Par Keith Penner	





Rédactrice en chef  
Dorothy Dobbie

Rédacteur associé  
Keith Penner

Stagiaires à la rédaction  
Ada Wasiak, stagiaire principale;  
Diana Brown, Katherine Dunn, Joel Eastwood

Comité de rédaction  
Bill Casey, Dorothy Dobbie, Simma Holt,  
l'hon. Betty Kennedy, Keith Penner,  
l'hon. John Reid, Doug Rowland, Geoff Scott

Comité de rédaction émérite  
l'hon. Jim Fleming, l'hon. Laurier LaPierre, Claudy Lynch

Collaborateurs  
Dorothy Dobbie, Léo Duguay, Jenny Ford, Keith Penner, l'hon. John Reid, Doug Rowland, Geoff Scott, Jack Silverstone

Adjointes à la production  
Céline Brazeau-Fraser,  
Colby Marjerrison, Julie Mertens,  
Gayl Punzalan, Susan Simms

ISSN  
1920-8561

**Mission**  
*Suite à la Colline*, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos contributeurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions à C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764, télécopieur : 613-947-1764, courriel : [exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca), site Web : [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca). *Suite à la Colline* est publiée sur une base trimestrielle.

## LETTRES, etc.

### Le terrorisme d'origine intérieure



Votre article soulève des problématiques intéressantes qui mériteraient d'être approfondies. Vous deviez naturellement avoir à composer avec des contraintes d'espace.

Il semble que l'article comporte une erreur, selon la façon de définir le concept de « terrorisme d'origine intérieure ». Selon l'article, [traduction] « Le premier terroriste d'origine intérieure a été arrêté à Vancouver en 2004 [...] ».

Selon *L'encyclopédie du Canada*, « en 1923, les «Fils de la liberté» lancent ce qui est probablement la première campagne terroriste au Canada. Résidents de la Colombie-Britannique, ils constituent un groupe dissident des Doukhobors, une secte religieuse qui refuse de se soumettre à l'autorité de l'État ». De plus, l'article décrit brièvement les activités du FLQ et de la Direct Action (Squamish Five) et ajoute que « Dans les années 1980 et 1990, des attaques sont perpétrées par des groupes extrémistes issus d'organismes de protection des droits des animaux et de protection de l'environnement ».

(Il est question d'autres groupes terroristes dans la section intitulée « Le terrorisme international au Canada ». Selon la section « Al-Qaïda et les événements du 11 septembre 2001 », « Al-Qaïda inspire aussi des terroristes canadiens et de plusieurs autres pays », notamment Momin Khawaja d'Ottawa et le Toronto 18.)

Dans ce contexte, est-il toujours exact de prétendre que le premier terroriste canadien d'origine intérieure a été arrêté en 2004? La définition de ce terrorisme s'applique-t-elle seulement aux terroristes canadiens qui « ont grandi dans un ménage où la culture islamique prédomine » ou aussi aux autres Canadiens qui ont commis des actes terroristes?

**Karim H. Karim, Ph D.**  
Professeur, École de journalisme et de communication, Carleton University

### Merci!

Je vous remercie de l'aide offerte par l'ACEP dans le cadre du 15<sup>e</sup> Forum annuel des enseignants et enseignantes sur la démocratie parlementaire.

Les 89 enseignants qui ont participé cette année ont vraiment apprécié l'accès sans précédent aux parlementaires, de même qu'aux experts et représentants en coulisse. Bon nombre d'enseignants ont de la difficulté à trouver du financement pour les activités de perfectionnement, et l'aide de votre organisation à cet égard est très appréciée.

Grâce à votre aide, ces enseignants comprennent et apprécient mieux le travail du Parlement et des parlementaires, ce qu'ils pourront partager avec des milliers d'élèves pendant des années. Comme l'a si bien dit un des participants de cette année : « Après avoir passé quelques jours à explorer les structures et les gens du Parlement, je peux facilement généraliser et dire que les gens ici, qu'ils soient élus, nommés ou embauchés, sont accueillants, ouverts, généreux de leur temps et de leur attention, et sympathiques à l'idée que le Parlement appartient aux Canadiens. ».

**William R. Young**  
Bibliothécaire parlementaire

### Au sujet de la présentation d'articles

Nous sommes ravis de recevoir les articles des membres et je constate avec plaisir que nous en recevons de plus en plus. Vos souvenirs et votre interprétation des événements passés sont tous importants dans le cadre du patrimoine que *Suite à la Colline* s'efforce de créer au profit des parlementaires de demain et de tous les autres.

Voici quelques règles de base pour favoriser la publication de votre article :

- Nous devons composer avec des contraintes d'espace, les articles devraient comporter moins de 1 000 mots (de 500 à 700 mots est idéal);
- Votre article doit être accompagné de photos en haute résolution pour une impression de qualité;
- Vous devez fournir une légende pour accompagner les photos;
- Nous sommes une organisation impartiale, nous ne publierons donc aucun contenu ouvertement partisan;
- Les lettres d'opinion sont acceptables, mais votre argumentation doit viser la problématique en cause non pas ses acteurs.

Voilà. Si vous avez présenté un article récemment qui n'apparaît pas dans ce numéro, il est fort probable que ce dernier soit trop long. Il vous sera sans doute réacheminé pour que vous puissiez l'abréger.

—La rédactrice en chef



# Sous le regard du président

L'automne est l'une des saisons les plus actives à l'ACEP en raison de la quantité d'activités qui s'y tiennent et des nombreux programmes éducatifs en cours.

## VOYAGES D'ÉTUDE

L'ACEP a organisé son premier voyage d'étude en novembre 2011, et la destination choisie était l'Australie et la Nouvelle Zélande. L'activité a connu un grand succès : 19 participants et de nombreux échanges dynamiques avec des collègues de ces deux pays, sans compter la visite des deux parlements et les rencontres avec les hauts-commissaires. Ce voyage était l'occasion pour nos membres d'expérimenter la démocratie en Océanie. Un merci spécial à Graham Kelly, président sortant de l'Association des ex-parlementaires de la Nouvelle Zélande, pour son aide indispensable à la planification de ce voyage d'étude.

Un deuxième voyage d'étude, en Turquie cette fois, est déjà dans les plans pour l'automne 2012. Les détails seront annoncés sous peu.

## CONFÉRENCE DE L'IIOE

Au début d'octobre, au nom de l'Institut international des observateurs électoraux (IIOE), j'ai assisté à la Sixième Réunion sur la Déclaration de principes relative à l'observation internationale d'élections à Bruxelles. Étaient également présents le très honorable Joe Clark et John Williams. Le grand nombre d'agences chargées de l'observation d'élections présentes a fait en sorte que la réunion a permis de faire avancer bien des dossiers. Le rôle des ex-parlementaires dans l'observation d'élections a été salué et souligné comme étant une ressource inestimable.

## ACTIVITÉS AU CANADA

En septembre 2011, nous avons tenu notre réunion régionale à Regina, en Saskatchewan, dont vous pouvez lire les détails dans le présent numéro.

Cet automne a également eu lieu le septième dîner-bénéfice annuel Douglas C. Frith à Ottawa. Ce dîner-bénéfice très couru vise à financer les programmes de la Fondation pour l'éducation qui aident les jeunes Canadiens et les jeunes parlements. Depuis le tout premier dîner-bénéfice, en 2005, nous avons amassé plus d'un million de dollars.

La planification des activités nationales de 2012 va bon train. Le 23 mai 2012, nous remettrons le Prix de l'ACEP pour l'ensemble des réalisations à Alexa McDonough, à l'occasion d'un dîner de gala à Halifax. L'Assemblée générale annuelle se tiendra à Ottawa, du 3 au 5 juin 2012. Enfin, le dîner-bénéfice Douglas C. Frith 2012 aura lieu le 24 octobre 2012, au Fairmont Château Laurier, à Ottawa, où nous célébrerons le 100<sup>e</sup> anniversaire de la coupe Grey, avec Mark Cohon, commissaire de la LCF, comme conférencier.

Je vous encourage à prendre part à ces activités. Vous recevrez de plus amples renseignements sur celles-ci et d'autres activités au printemps. N'oubliez pas de consulter de temps à autre notre nouveau site Web actualisé!

## EN ACTION

Dans le cadre de la toute première Semaine de la démocratie au Canada, j'ai pris part à un panel qui explorait la valeur du développement de la démocratie dans les écoles auprès des jeunes, parrainé par Elections Canada pour les étudiants en enseignement de l'Université d'Ottawa. Il y avait plus de 500 futurs enseignants présents. L'objectif était de leur montrer la valeur du développement de la démocratie dans les écoles canadiennes. En tant qu'ancien professeur et directeur d'école, j'ai beaucoup aimé l'expérience.

## REMERCIEMENTS

Un nombre record de membres ont déjà payé leur cotisation pour 2011-2012. Merci de votre appui. Merci aussi à ceux qui ont fait de généreux dons à la Fondation pour l'éducation, qui a le statut d'organisme de bienfaisance. Les dons sont acceptés toute l'année, par chèque ou en ligne, et peuvent être faits en mémoire de quelqu'un.

Le programme Du Parlement au Campus et le programme pour les écoles connaissent une très bonne année, avec l'organisation de plus de 50 visites déjà. Ces programmes n'existeraient pas sans votre volonté de partager votre expérience du Parlement avec les jeunes du Canada. Si vous souhaitez y participer, veuillez nous l'indiquer sur le formulaire d'adhésion, qui vous sera envoyé en mars pour 2012-2013, ou sur le site Web à <http://www.exparl.ca/fr>.

**Léo Duguay**  
Président

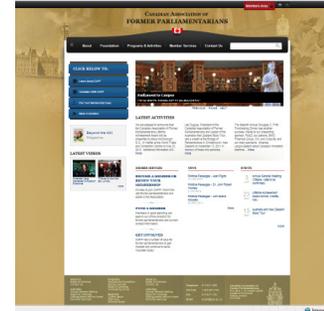




# Rapport du directeur exécutif

Par Jack Silverstone

[www.exparl.ca](http://www.exparl.ca)  
le nouveau site  
est en fonction



L'année 2011 terminée, nous pouvons affirmer, en rétrospective, que l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) a connu une année faste en succès et en innovations. Notre président, Léo Duguay, a dirigé un groupe de près de 20 membres et membres associés dans le cadre du tout premier voyage d'études de l'ACEP en Australie et en Nouvelle-Zélande. De l'avis de tous, ce projet a été une grande réussite et prévoyait des rencontres utiles avec des dirigeants municipaux et fédéraux et des parlementaires des deux pays. Nous prévoyons organiser un voyage d'études annuellement, tout comme nos collègues de l'Association des anciens députés du Parlement européen et de la United States Association of Former Members of Congress.

Ce voyage d'études a permis de renforcer les relations fructueuses existant avec nos organisations sœurs en Australie et en Nouvelle-Zélande. En collaboration avec celles-ci, nous avons l'intention de poursuivre notre bon travail et de développer notre réseau à l'échelle internationale.

En effet, grâce à des visites et à des discussions électroniques, nous maintenons des relations étroites avec nos distingués collègues de Washington, Bruxelles, et maintenant de Canberra et Wellington. Nous misons sur nos expériences et réseaux mutuels en vue d'optimiser nos efforts d'instauration de la démocratie.

Cette année, nous avons été l'hôte non pas d'un, mais bien de deux dîners exceptionnels. Des centaines de Canadiens illustres, y compris de nombreux ex-parlementaires, ont assisté à la remise du Prix pour l'ensemble des réalisations de l'ACEP à l'honorable Ed Lumley en mai dernier à Toronto. Puis, notre dîner-bénéfice annuel Douglas C. Frith au profit de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP a eu lieu en octobre à Ottawa. La conférencière invitée était nul autre qu'Amanda Lang, la distinguée et très divertissante journaliste et la fille de l'honorable Otto Lang, ex-parlementaire, qui était également présent au dîner. Nous vous invitons à prendre con-

naissance du discours de madame Lang publié intégralement sur notre nouveau site Web révisé. Grâce à son nouveau style, nos membres pourront facilement avoir accès aux renseignements sur leurs collègues et communiquer avec nous en ligne. De plus, ce projet distinctif permet de donner accès aux travaux de qualité de l'ACEP aux médias, aux universitaires, aux étudiants et aux membres intéressés du public.

Nous avons également tenu une assemblée générale annuelle exceptionnelle en juin, à Ottawa, dans le cadre de laquelle nous avons décerné le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels au D<sup>r</sup> Jim Hawkes. Lors des séances de travail, nous avons abordé la question des priorités et des orientations futures de l'ACEP, compte tenu des programmes nationaux et internationaux, des services aux membres et de l'établissement d'un fonds de dotation. Nous continuons à travailler sur ces questions dans le but d'élaborer un plan d'action rigoureux. Je m'en voudrais de ne pas également souligner le vibrant hommage à nos honorables membres disparus dans la salle du Sénat. Cette cérémonie a été célébrée avec toute la dignité et la solennité habituelles, lesquelles, admettons-le, sont d'une qualité inégalable.

En septembre, notre réunion régionale a eu lieu dans les Prairies à Regina, la capitale de l'effervescente Saskatchewan. Cette activité formidable a eu lieu au cours d'une journée où le thermomètre affichait une température inhabituelle de 30 degrés Celsius. Sans se laisser démonter par la chaleur, la GRC nous a chaleureusement accueillis, en grande pompe, à son centre national de formation.

Je suis persuadé que l'année 2012 sera tout aussi fructueuse pour l'ACEP. L'organisation de la prochaine remise du Prix pour l'ensemble des réalisations à l'honorable Alexa McDonough à Halifax le 23 mai est déjà en branle. En prévision de cet événement et afin de poursuivre le travail de qualité de l'ACEP, nous avons besoin de l'appui et de la contribution personnelle de chacun d'entre vous.

Nous sommes fiers d'annoncer le lancement de notre nouveau site Web en ligne au [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca). Le site s'est doté d'un nouveau style, d'une meilleure présentation des programmes et activités de l'ACEP et de sa Fondation pour l'éducation, ainsi que de diverses fonctions améliorées. Le site est désormais plus interactif que jamais et respecte toutes les règles pour l'accessibilité des contenus Web du consortium World Wide Web (W3C).

Les membres peuvent se connecter au site à l'aide de leurs nom d'utilisateur et mot de passe personnels. Ceux-ci ont reçu des instructions à ce sujet par courriel au cours de la semaine du lancement. Dans l'onglet « services aux membres », les membres en règle ont accès à des descriptions détaillées des programmes, des listes de personnes ressources utiles, ainsi qu'à un répertoire des membres. Ils peuvent également visionner et télécharger des photos d'activités récentes de l'ACEP et de la Fondation pour l'éducation. En outre, il est désormais possible de payer les cotisations annuelles, de s'inscrire à des activités et d'effectuer des dons déductibles à l'aide de PayPal, la solution la plus rapide, sécuritaire et facile pour effectuer ses achats en ligne.

Le site Web continuera à prendre de l'envergure au cours des prochains mois et nous souhaitons que les membres de l'ACEP apprécient le nouveau site. Nous vous invitons à nous faire parvenir vos suggestions, commentaires.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec Julie Mertens au bureau de l'ACEP au 1-888-567-4764 ou à [exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca).

# La démocratie Cette perle de culture

Par Jack Silverstone

Dans L'étrange incident, un western classique de 1943 mettant en vedette Henry Fonda, trois hommes sont soupçonnés de vol de bétail et de meurtre et sont exécutés sur la base d'éléments de preuve discutables. Un débat passionné puis un vote découvert ont lieu, avant la pendaison, au sein de la milice de quelque 25 individus. Une forte majorité se prononce en faveur de l'exécution, tandis que seulement sept individus votent contre celle-ci. Les trois hommes n'étaient évidemment pas coupables de ces crimes, mais leur innocence n'a été prouvée qu'a posteriori. Un vote libre en l'absence de la primauté du droit a eu des conséquences catastrophiques dans ce contexte.

Dans le cadre de l'instruction d'une demande de statut de réfugié à la Cour fédérale en 2011, monsieur le juge Rennie a déclaré que la définition de la démocratie ne se limitait pas à l'existence d'un processus électoral libre et équitable. Il a également précisé que, pour constituer plus qu'une simple étiquette, une véritable démocratie nécessitait des institutions et des principes mettant en œuvre les valeurs comprises dans cette notion, notamment l'indépendance de la magistrature et des avocats de la défense, l'accès à la justice et un corps de police indépendant dans l'exercice de ses fonctions d'enquête.

En outre, il convient d'ajouter à ces critères cités par la Cour fédérale des forces policières, de sécurité et armées assujetties à la loi et relevant d'une autorité civile, un système complexe de lois et règlements pour garantir le respect des droits civils, la liberté de presse, ainsi que divers autres droits fondamentaux, tels que la liberté de religion, d'expression et d'association, y compris le droit essentiel de participer au processus politique et à son organisation. Ces critères constituent des composantes indispensables d'une véritable démocratie.

Au Canada, le gouvernement majoritaire actuel a récolté seulement 40 % des voix au dernier scrutin électoral, pour une participation totale d'un peu plus de 61 %. Le système électoral majoritaire uninominal fait actuellement l'objet d'une demande en instance devant la Cour suprême du Canada. Pourtant, personne n'oserait prétendre

sérieusement que notre pays n'est pas un État démocratique.

La démocratie s'apparente à une perle de culture : elle est dotée de plusieurs couches de droits, de lois, de procédures judiciaires subtiles et de valeurs communes, qui façonnent la brillante pierre précieuse qu'est l'État démocratique moderne. Il va sans dire que les élections libres incarnent la quintessence de ce joyau, mais elles ne constituent qu'une seule de ses couches.

Les médias effectuent souvent des déclarations euphoriques et précipitées au sujet d'États secoués par de violentes révolutions qui, selon eux, se démocratiseront en quelques mois à peine grâce à la tenue d'élections. Cette méthode est simpliste et stérile. La création graduelle d'institutions et de processus démocratiques ne permet pas d'attirer l'attention avec un titre accrocheur; il est plus facile de médiatiser des élections. Il est possible de pardonner aux politiciens bien intentionnés de pays en développement qui ont cru parvenir à la démocratie grâce à la simple tenue rapide d'élections, en se dotant de tout l'attirail nécessaire (des bulletins de vote imprimés, en passant par les urnes inviolables et les files d'attente d'électeurs empressés).

Quoique cruciales, les élections ne doivent pas tenir lieu d'épreuve décisive pour établir l'existence d'une démocratie, même si le processus électoral se révèle relativement libre et équitable. La désapprobation du Canada est justifiée à l'égard de la décision du gouvernement de l'Égypte de révoquer l'autorisation des observateurs internationaux d'assister à ses élections législatives. Il s'agit d'un mauvais présage. En général, il n'est cependant pas utile de cibler uniquement le processus électoral. L'instauration d'une démocratie requiert une aide à tous les stades de son développement, de façon à permettre aux citoyens de tirer profit des avantages d'une démocratie opérationnelle. En général, les États ayant peu ou pas d'institutions et de traditions démocratiques s'attendent erronément à instaurer une véritable démocratie du jour au lendemain grâce à la tenue d'élections. Dans certains cas, les élections doivent marquer le point culminant d'un processus d'instauration d'une société démocratique solide, plutôt que le début de celui-ci.

## Plus de sièges, moins d'espace

Par Ada Slivinski

La Chambre des communes prend de l'expansion. Selon un nouveau projet de loi à être présenté au Sénat et dont l'entrée en vigueur est prévue pour l'élection de 2015, l'Ontario devrait hériter de 15 nouveaux sièges, l'Alberta et la Colombie-Britannique de six nouveaux sièges, et le Québec de trois nouveaux sièges, pour un total de 338 sièges.

Le projet de loi, intitulé la Loi sur la représentation équitable, modifie la Loi constitutionnelle de 1867, la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, et la Loi électorale du Canada. Il contient des propositions de modification à la formule d'attribution du nombre de sièges, de façon à donner proportionnellement plus de sièges aux provinces jouissant d'une population croissante, sans jamais pour autant réduire le nombre de sièges des provinces à la population décroissante.

La mise en œuvre de ces modifications coûtera environ 15 millions de dollars annuellement. Certains députés, tels que Tim Uppal, ministre d'État à la Réforme démocratique, voient cette mesure comme une occasion de régler les problèmes de sous-représentation dans certaines circonscriptions et provinces. D'autres prétendent toutefois qu'il s'agit d'une dépense inutile.

Peu importe leur opinion sur la représentation, tous se posent la même question : « où allons-nous placer ces nouveaux députés ? »

L'agrandissement serait une possibilité, mais compte tenu de la durée et des coûts associés à la rénovation de l'édifice de l'Ouest, cette solution demeure improbable. En outre, où siègerait la Chambre des communes pendant les rénovations ?

Une autre solution consisterait à réduire la taille des pupitres des députés pour les rendre semblables au modèle européen de Westminster. En l'occurrence, on estime que la Chambre des communes aurait une capacité de 500 députés. Enfin, on a suggéré la possibilité d'attribuer des quarts de travail aux députés, de façon à éviter qu'ils soient tous présents en même temps en Chambre.

En réalité, il reste qu'une augmentation du nombre n'équivaut pas nécessairement à une amélioration. En fait, de nombreux experts en science politique se sont opposés à ce projet de loi. Une représentation équitable ne requiert pas forcément des sièges supplémentaires. Il s'agit d'une question de proportions – bref, après tout peut-être que la meilleure solution consisterait à retirer des sièges. Quoi qu'il en soit, il appartient désormais au Sénat de décider, même si on s'attend à ce que ce dernier adopte le projet de loi sans modification.



*Les participants du voyage d'étude ont déposé une couronne sur le monument Bridge of Remembrance à Christchurch en Nouvelle-Zélande à la mémoire de ceux qui sont décédés lors des séismes qui y ont eu lieu plus tôt en 2011.*

## Leçons à retenir des antipodes

Par Geoff Scott

**C**hoc et paysages impressionnants. C'est à peu près ainsi qu'on pourrait résumer les impressions que la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont laissées aux 19 ex-parlementaires et leurs conjoints/conjointes qui ont participé à une visite d'étude de 10 jours aux antipodes.

Ils ont éprouvé un véritable choc la première journée, au cours d'une rencontre avec le maire de Christchurch et tout de suite après, lorsqu'ils ont vu sur place les ravages que sa ville a subis au cours du deuxième tremblement de terre majeur en février dernier. C'est avec l'émerveillement que suscite le paysage magnifique de la Nouvelle-Zélande sur la toile de fond de la combativité tranquille et indomptable de sa population que s'est amorcée la rencontre mémorable des membres de l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) avec des Australiens et des Néo-zélandais.

Il s'avère que la Nouvelle-Zélande est une bonne affaire pour les visiteurs canadiens. Chaque huard vaut entre 1,25 \$ et 1,30 \$ kiwi (NZD). Étant donné que le salaire minimum en Nouvelle-Zélande est plus élevé qu'en Amérique du Nord, il n'est pas coutume de laisser un pourboire. Par conséquent, les touristes ont tendance à être

généreux dans leurs achats (et il leur arrive parfois de laisser discrètement un pourboire pour un service extraordinaire). Ce n'est pas le cas en Australie où les Canadiens ont rapidement appris que notre huard ne va pas aussi loin : un de nos dollars ne vaut que 95-96 sous australiens, mais seulement si vous faites la conversion à partir de la devise américaine, semble-t-il : essayez d'obtenir des dollars australiens contre de l'argent canadien n'importe où sur le continent et vous n'obtiendrez qu'un regard frôlant le dégoût (« Ouach! Nous n'acceptons pas ÇA! »). Hum...

### Le maire

Le maire de Christchurch, Bob Parker, ancien animateur de télévision bien connu et « le visage du tremblement de terre », a sidéré les Canadiens par son analyse brutalement honnête de ce qui est arrivé à sa ville. Deux tremblements de terre ont secoué le centre historique et touristique de la Nouvelle-Zélande, un au mois de septembre 2010 et le deuxième au mois de février 2011, et détruit complètement 75 % du centre-ville de Christchurch. Les édifices se sont effondrés ou devront être démolis, leurs structures ayant été affaiblies par les secousses latérales et verticales. Les autres structures sont soit

abandonnées soit trop fragilisées pour être assurées. Même les policiers refusent de travailler aux étages supérieurs de leur édifice de sept étages. Pour répondre à une question sur l'état des maisons spectaculaires de Christchurch et des environs, le maire Parker a utilisé une expression de son cru : « Elles sont néantisées ».

« Qu'est-ce que vous voulez dire? », a demandé un membre de notre délégation.

« Elles sont totalement foutues », a répondu le maire sur un ton impassible.

Il est devenu visiblement ému, chuchotant presque : « Vous n'avez pas conscience à quel point vous êtes vulnérable avant d'avoir perdu tout ce à quoi vous êtes habitué. Nous pensions que cela ne pourrait jamais nous arriver — les tremblements de terre se produisent toujours ailleurs, n'est-ce pas? » Avec la tendance à l'euphémisme qui le caractérise, il a ajouté : « Nous avons vécu une période assez extraordinaire. »

Il a ajouté après coup : « Vous savez, il n'y a plus de cheminées à Christchurch. Les enfants demandent : "Comment le père Noël va-t-il descendre pour nous laisser des cadeaux?" Nous leur disons que le père Noël va les laisser sur la pelouse. »

Nous avons été des plus impressionnés



*Ci-haut, les ravages causés par le séisme sont toujours visibles, mais la reconstruction va bon train.*



*L'hon. Peter Milliken et d'autres participants du voyage d'étude en route pour la mine de Banbury.*

*À la droite, le Haut commissaire Michael Small et l'hon. Sue Barnes.*



*De gauche à droite, Charlette et Léo Duguay, la Haute commissaire Caroline Chrétien et Murray Smith, des ex-parlementaires néo-zélandais, avec sa femme Jocelyn.*

par l'attitude modeste, joviale mais directe du maire Parker. En remerciant le maire Parker, M. Duguay a dit : « Il n'y a jamais eu aucun doute que nous viendrions d'abord à Christchurch. »

#### Le temps

L'un des plaisirs de visiter les antipodes en novembre tient au fait que le temps est inversé. C'était la fin du printemps et le début de l'été en Nouvelle-Zélande et en Australie. Nous avons goûté à des températures entre 25 et 29 degrés, tandis que le soleil se couchait après 19 heures.

#### La logistique

Nous étions sans cesse ébahis de la logistique nécessaire pour faire voyager tout un groupe de gens (nous étions alors 28, avec l'ajout de quelques ex-députés et sénateurs néo-zélandais et australiens) accompagné de nos bagages assez nombreux pour un voyage international. Ce fut une épreuve renouvelée tôt le matin, le midi et le soir que notre agente de la logistique de l'ACEP, Susan Simms, n'est pas prête d'oublier. Descendre des avions, monter à bord d'autocars, ar-

river aux hôtels, faire l'appel, tout vérifier, respecter l'horaire, remonter dans l'autocar, traverser un autre aéroport, faire une fois encore l'appel, et hop! dans un autre avion – et souvent, ce n'était là que le programme d'une journée; puis toute la procédure reprenait de nouveau le lendemain matin.

Nous n'avons tous eu à endurer qu'un seul imbroglio (mais dans la bonne humeur) : le chauffeur de l'autocar venu prendre notre groupe à l'aéroport de Wellington, en Nouvelle-Zélande, avait de la difficulté à faire entrer les 28 personnes à son bord. Pis encore, la remorque à bagages n'allait pas pouvoir englober la montagne de valises. (Comme le président Léo l'a fait remarquer : « Le type doit détenir une maîtrise en cube Rubik pour faire tout entrer là-dedans! ») Problème : le répartiteur au transport avait dépêché un modèle à 18 places plutôt que le modèle à 28 places. Désolé, nos excuses, etc. etc. Le lendemain, nous avions un autocar de luxe de 33 places, avec des chandeliers (sans blague!) mais pas de climatisation. Bon, Susan a fait de son mieux.

#### Union : pas dans un avenir prévisible

Un chauffeur d'autobus loquace mais très bien renseigné, comme il en a fait la preuve en commentant pendant trois jours notre excursion le long de la spectaculaire côte Ouest de la Nouvelle-Zélande, a fait cette remarque caustique au sujet de la possibilité d'une union entre l'Australie et son pays : « Nous avons été séparés il y a environ 45 millions d'années. Les chances qu'un gouvernement nous réunisse, disons, dans les cinq prochaines années sont donc assez minces. »

#### Buter et crier

Ce n'était probablement pas la réaction à laquelle la gentille jeune représentante du Conseil de la production laitière de Westland s'attendait. Au cours de notre visite de la côte Ouest de la Nouvelle-Zélande, elle était au micro de l'autocar, discourant sur les merveilles de l'industrie laitière. Elle provoquait les bâillements du groupe tandis que le paysage merveilleux défilait – jusqu'au moment où elle prononça la phrase magique : « Faire des buttes et des sillons (en anglais, humping and hollowing) sont des opéra-



L'auteur Geoff Scott et sa femme Janette à Pancake Rocks, N.-Z.



Ian Waddell, l'hon. Peter Milliken, Bonnie Crombie, l'hon. Raymond Setlakwe, Janette Kelly et John Woodley attendent le train Trans-Alpine Express



Le président de l'association des ex-parlementaires australiens Barry Cunningham et le président de l'ACEP Léo Duguay.



Le groupe s'assemble dans le Parlement de la Nouvelle-Zélande.

tions qu'ils font dans les champs », a-t-elle expliqué, mais certains participants ont entendu « humping and hollering » (buter et crier). Chaque fois qu'elle répétait la phrase, les gars acclamaient et applaudissaient, ce qui n'a eu pour effet que de l'encourager à animer son sermon. Quoi qu'il en soit, ce qui nous reste à l'esprit au sujet de l'industrie laitière des Kiwis, c'est « humping and hollering », heu..., désolé, « hollowing ».

#### Les présidents et les autres

Tant au Parlement de la Nouvelle-Zélande qu'à celui de l'Australie, nous avons dû passer par une inspection de sécurité aussi poussée qu'à l'aéroport. L'honorable Peter Milliken, le président de la Chambre des communes ayant occupé le plus longtemps ce poste au Canada, a dû se soumettre lui aussi à la procédure électronique. Il était intéressant de voir Peter attendre patiemment dans la file de notre délégation pour se soumettre à la fouille, puis se voir affubler d'un laissez-passer de visiteur officiel comme nous tous. Il n'a jamais protesté. Belle démonstration d'humilité, Monsieur le Président.

#### Circulation

Sur la route en sortant de l'aéroport de Sydney, un panneau publicitaire proclamait : « Les Australiens adorent les embouteillages.

» Je ne sais pas trop ce qu'on vendait, mais l'affirmation ironique a fait gémir ceux qui l'ont vue. Six millions de personnes vivent à Sydney, le tiers de la population du pays. La congestion brutale sur les rues principales et secondaires est incessante à toute heure du jour et même de la soirée. Les voies les plus embouteillées de Toronto, Montréal ou Vancouver passeraient pour des routes de campagne légèrement achalandées comparativement au parc de stationnement continuuel de Sydney.

#### Relations autochtones

Une agréable surprise attendait la délégation canadienne lorsque nous avons visité une maison d'invité ou un lieu de réunion maori. C'était notre première rencontre nez à nez avec la communauté autochtone de la Nouvelle-Zélande.

Les voix magnifiques du Pacifique Sud des femmes qui ont fait la sérénade aux visiteurs pour leur dire au revoir avec des chants maoris ont laissé la plupart d'entre nous les larmes aux yeux. L'expérience enrichissante – un autre moment fort du voyage de l'ACEP – a montré aux Canadiens que les Néo-zélandais ont peut-être des années d'avance sur nous en matière de rapports avec leurs concitoyens autochtones.

#### Cousins comme le Canada et les États-Unis

Plusieurs personnes, dont deux hauts commissaires canadiens en Australie et en Nouvelle-Zélande, ont confirmé en conversant une impression grandissante : la relation entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande ressemble à bien des égards à la relation que les Américains ont avec le Canada. « Les Néo-zélandais, hommes et femmes, sont très amicaux, calmes et détendus, a expliqué un guide du réputé musée Te Papa de Wellington. Ils ne font pas la promotion ou ne se vantent pas de l'excellence du charme de leur nation. Nous laissons les visiteurs décider. » Les Australiens, pour leur part, ont tendance à être un peuple plus coloré, animé et frondeur, un voisin « en vogue » plus gros et plus fort.

Les Australiens ont tendance à qualifier leurs cousins du Pacifique « d'un peu atardés, comme s'ils vivaient dans les années 1950 ». Ça vous semble familier?

Il y a longtemps, un premier ministre de l'Australie avait décrit la relation qui existe entre son pays et la Nouvelle-Zélande : « Nous dormons dans le même lit, mais nous avons des cauchemars différents. »



# Adieu au monopole sur la vente du blé et de l'orge dans les Prairies

Par Dorothy Dobbie

La Commission a pour mission d'organiser la commercialisation du grain à l'avantage des producteurs qui choisissent de transiger avec la Commission...

La Commission canadienne du blé va désormais devoir faire concurrence si elle veut demeurer en affaires. Or, rien ne laisse présumer qu'elle ne sera pas à la hauteur, si ce n'est une tendance timidement conservatrice qui rejette le changement, craint la concurrence et ne sait s'adapter aux réalités des marchés libres.

Ce n'est pas la première fois que les agriculteurs des Prairies ont pu vendre leur propre grain. Ils ont en fait toujours été libres de le faire, sauf en ce qui a trait au blé et à l'orge. L'avoine a été dispensée de toute contrainte en 1989 et a trouvé une nouvelle vie à la table du consommateur. Le canola prospère sur le marché libre.

La Commission ontarienne de commercialisation du blé a mis fin à son monopole il y a déjà des années et la Terre tourne toujours.

Les choses se passaient tout autrement au début du siècle dernier. Des spéculateurs et intermédiaires ambitieux ont tout fait pour décourager et appauvrir les agriculteurs, qui avaient de la difficulté à accéder aux marchés étrangers et ne disposaient pas des installations nécessaires pour stocker leurs récoltes en attendant un marché plus favorable. Pendant la période instable de la Première Guerre mondiale, en 1917, lorsque les prix ne cessaient de fluctuer brusquement, le gouvernement fédéral a créé le Bureau des superviseurs des grains afin de stabiliser la situation. Il prenait ainsi le contrôle de la vente de blé à l'exportation, suspendant les transactions à terme. Ce bureau a fini par être dissous une fois que la normalité a repris son cours à compter de 1919-1920.

Constatant les avantages des coopératives pour la vente de leurs céréales, de nombreux agriculteurs se sont regroupés et ont créé un certain nombre de syndicats du blé. Entre 1923 et 1929, environ 50 p. 100 du blé des Prairies a été vendu grâce à cette formule syndicale.

Mais quand la Crise de 1929 a frappé et que le secteur bancaire s'est effondré avec la chute des marchés bousiers, les prix du blé ont plongé et les syndicats se sont vus en grande difficulté. Totalelement démunis, les agriculteurs criaient à l'aide.

En 1935, l'année la plus noire de la Crise, le premier ministre R. B. Bennett rétablit

ce qui allait devenir la Commission du blé canadien. Avec l'appui des garanties de trésorerie du gouvernement, les agriculteurs obtenaient un montant « moyen » pour leurs cultures qui leur était versé en espèces à l'avance, ce qui ne laissait pas d'être une aubaine durant cette période dévastatrice. Financée par le gouvernement, la Commission pouvait stocker le blé pour le vendre lorsque les prix étaient le plus élevés, pour ensuite distribuer les profits supplémentaires aux producteurs, le cas échéant. La Commission canadienne du blé était également bien placée pour négocier de meilleures ententes de transport pour le grain des Prairies.

Le recours à la Commission canadienne du blé pour la commercialisation du blé n'était pas obligatoire au départ. Or, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la Commission s'est vu confier le droit de monopole pour la vente du grain des Prairies, au Canada et à l'exportation. C'est ce monopole qui vient de s'achever. Les agriculteurs seront en mesure de commercialiser leur propre blé ou leur orge à qui bon leur semble à compter du 1er août 2012. Ils seront néanmoins toujours en mesure de recourir aux services de la Commission du blé s'ils le désirent.

Forte de son monopole, la Commission est arrivée à contrôler jusqu'à 20 p. 100 du marché mondial à un moment donné (bien que ce chiffre ait chuté à 15 p. 100 depuis). Elle a mis en place des contrôles

de qualité rigoureux et négocié les prix du transport. Avec l'avènement d'Internet, de l'enseignement supérieur pour les jeunes agriculteurs et des changements au niveau de la prise en charge – à en croire certaines statistiques, les installations agricoles industrielles comptent à présent pour 17 p. 100 de la totalité des fermes, mais obtiennent 75 p. 100 du total des revenus - les conditions ont changé.

Comme il arrive dans les monopoles coercitifs, certains agriculteurs affirment que la Commission canadienne du blé a perdu sa raison d'être, sa longévité d'avance. Elle s'est alourdie et fonctionne au ralenti, incapable de réagir rapidement face aux fluctuations du marché. Malgré de nombreux changements au niveau de son mandat, de sa gouvernance et de ses activités au fil des ans, dont l'institution d'un conseil majoritairement constitué d'agriculteurs élus, c'est le côté monopolistique de l'autorité de la Commission que les agriculteurs entrepreneurs trouvent particulièrement exaspérant. Ils estiment que le monopole empêche l'initiative et étouffe la productivité.

Pour ceux et celles qui croient en l'intégrité du marché, la fin du monopole ne peut augurer que de nouvelles possibilités d'affaires pour les producteurs, leur apportant ainsi une nouvelle prospérité.

Dorothy Dobbie, députée, Winnipeg-Sud, 1988-1993.

## La fin du système de gestion de l'approvisionnement?

Le système de gestion de l'approvisionnement et les contingents qui en découlent constituent une préoccupation majeure pour nos industries agricoles à l'heure de vouloir participer aux marchés émergents asiatiques. Si des pays comme la Suisse et l'Australie ont déjà pris des mesures pour mettre fin à ces contingents, la démarche s'annonce plus complexe au Canada en raison des administrations provinciales, d'un méli-mélo d'accords interprovinciaux et d'une surabondance d'offices de commercialisation. Au Manitoba, nous songeons notamment aux poissons d'eau douce et aux plantes racines potagères.

Au Canada, les contingents laitiers représenteraient à eux seuls 24 milliards de dollars; les œufs et la volaille, 35 milliards. Des fermes laitières de taille moyenne peuvent détenir des contingents (qu'elles peuvent avoir hérité ou obtenu gratuitement) évalués à 1,5 million de dollars, que les banques ont accepté comme garantie pour accorder des prêts.

Nous assistons à une véritable pagaille, d'autant plus que le Canada a la manie d'indemniser les agriculteurs lorsque les contingents sont supprimés.

Se débarrasser des systèmes est un défi que la plupart des gouvernements ont préféré ignorer.



Le président de l'ACEP Léo Duguay aide à inspecter les cadets.

## Regina accueille les ex-parlementaires avec classe et chaleur

Par Joel Eastwood

**D'**ex-sénateurs et ex-députés de tout le Canada se sont rassemblés à Regina pendant trois jours pour y mener des discussions et découvrir la capitale de la Saskatchewan durant la fin de semaine du 24 au 26 septembre à l'occasion de l'assemblée régionale de l'association.

L'assemblée annuelle s'est déroulée dans la grande chambre de l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Construit de marbre très clair venant d'aussi loin que la Suède et Chypre, l'édifice a récemment subi des travaux de réfection d'une valeur de 20 millions de dollars, ce qui a donné une vie nouvelle aux fondations en plus d'ajouter un musée d'art.

La chambre principale d'où on apercevait jadis le ciel est surmontée d'une gigantesque lucarne. Le sol est recouvert d'un tapis rouge, qui est traditionnellement réservé aux chambres des assemblées non élues, comme le Sénat. Selon la rumeur, la couleur a été choisie par le premier premier ministre de la province pour refléter ce qui fait la distinction de la capitale, nommée d'après la Reine.

Dans ces chambres, les membres ont eu droit à un topo sur les travaux de l'association et ils ont discuté des plans d'avenir.

Les ex-parlementaires ont discuté des moyens dont dispose l'association pour faire augmenter le nombre de membres actifs. Quelqu'un a même proposé qu'on autorise les ex-députés provinciaux à adhérer à l'association.

Même si l'assemblée a été le point fort de la fin de semaine, d'autres activités étaient inscrites au programme. En dehors de la salle de conférence, les ex-parlementaires ont eu la chance de se rassembler et de visiter certains des endroits les plus notables de Regina.

Le samedi, une délégation de l'ACEP a assisté au match de football des Roughriders au stade Taylor de Regina. Malheureusement, l'équipe à domicile a été battue par les Lions de la Colombie-Britannique. Cela n'a pas semblé affecter la bonne humeur de la foule locale, qui a fait preuve d'un enthousiasme sans égal devant le match.

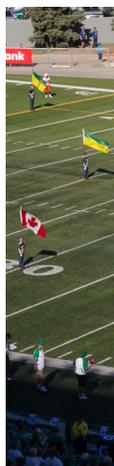
Le dimanche, les ex-parlementaires se sont entassés dans un autobus pour aller visiter une colonie huttérite située non loin de Regina. Abrisant 95 personnes qui vivent dans 25 foyers distincts, la colonie est une communauté autonome d'Huttérites qui vivent à l'extérieur de Regina et en dehors de

la société canadienne.

Le dernier après-midi, le lundi 26 septembre, les membres de l'Association ont visité la Division Dépôt de la GRC, qui est le quartier général de la formation des membres de la GRC. Dans cette base située juste à la périphérie de la ville, les cadets de tout le pays se métamorphosent en agents de la GRC à part entière.

Les forces de police du monde entier viennent également à la Division Dépôt pour s'instruire sur les méthodes canadiennes de formation des agents de police. Notre visite, dirigée par le commissaire adjoint Robert Brown, nous a permis de visiter les salles de classe et les terrains de formation de la Division Dépôt. Notre délégation a eu droit à des fauteuils au premier rang du terrain d'exercices et le président de l'ACEP, Léo Duguay, a participé à l'inspection des cadets rassemblés là.

La Division Dépôt abrite la chapelle de la GRC qui, construite en 1883, est le plus ancien édifice de Regina. Les vieilles plaques sur les murs de la chapelle sont dédiées à divers agents qui ont servi dans les rangs de la GRC. Tout l'édifice est un site du patrimoine canadien. L'édifice abrite également





Ci-dessus : L'Assemblée législative de la Saskatchewan. Ci-dessous : Les chambres occupées par des membres de l'ACEP.



Ci-dessus, l'hon. Sue Barnes et son mari John.



Défilé des cadets de la GRC.



L'église du dépôt de la GRC, le plus ancien édifice de Regina.



Ci-dessus : Margaret Haney, Terry Sargeant et l'hon. Nate Nurgitz.



L'hon. Mary Collins et Gabriel Fontaine.



Les Roughriders de la Saskatchewan affrontent les Lions de la C.-B.



Les membres de l'ACEP regardent le défilé des cadets de la GRC.

## RÉUNION RÉGIONALE À REGINA

Les ex-parlementaires ont eu la chance de se rassembler et de visiter certains des endroits les plus notables de Regina.

un livre dont chaque page est consacrée à un agent qui a perdu la vie dans l'exercice de ses fonctions depuis la création de la GRC.

Le nombre d'agents formés dans cette base varie selon l'année. Cette année, 21 unités de 32 membres chacune ont vécu dans la base. Dès le premier jour, les cadets vivent entièrement en équipe, partageant des dortoirs mixtes et se rendant au pas de course d'une classe à la suivante.

Au cours des 24 semaines, les cadets apprennent leurs responsabilités et les éléments les plus pointus du droit pénal canadien en salle de classe. Mais la formation ne consiste pas seulement à prendre place derrière un pupitre. Les cadets consacrent 115 heures à des scénarios pratiques, où ils sont mis devant des situations qui reproduisent ce qu'ils vivront sur le terrain.

Un poste de police fictif permet aux cadets de prendre les empreintes digitales et d'incarcérer des protagonistes locaux qui jouent le rôle de criminels. La salle d'accessoires du Dépôt contient des couteaux en caoutchouc, de faux revolvers et tout un éventail de fausses armes et d'objets contondants. Pour la mise en scène des scénarios, on a aménagé une rue fictive bordée d'une fausse banque et d'une fausse agence de voyages. On y trouve même des maisons pour simuler les querelles ménagères, ainsi qu'une étable et une ferme avec un faux laboratoire de stupéfiants qui permet de se livrer à une enquête dans un cadre rural.

Les cadets s'exercent également au maniement des fausses armes dans l'un des quatre champs de tir du dépôt. Dans le « champ virtuel », ils tirent avec des fusils chargés d'air comprimé pour faire l'expérience d'une arme avant de passer à des armes à feu contenant de vraies munitions.

Ils apprennent à tirer avec leur arme de poing depuis un certain nombre de positions, et s'exercent à tirer sur des cibles mobiles, en tirant d'une seule main et en visant la tête. On apprend également aux cadets à utiliser des fusils, des vaporisateurs de gaz poivré et des tasers.

Au total, les cadets consacrent 785 heures à leur entraînement. Soixante-cinq heures sont passées au volant d'une voiture sur la piste de conduite, pour s'entraîner aux poursuites à grande vitesse. Tout cela fait partie des connaissances dont ils ont besoin pour servir les Canadiens aux différents détachements de la GRC à travers le pays.



Ci-dessus, Bill et Brenda Blaikie étaient de la partie.



À droite, Gabriel et Andrée Fontaine, Murray Dorin et Noreen Robertson.



Les membres posent pour une photo dans l'église du dépôt de la GRC à Regina.

Ci-dessous, le président de l'ACEP Léo Duguay et le président de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP Francis LeBlanc à la partie de football.





*Ci-dessus, Rick Fraser, Val Meredith Fraser et Francis LeBlanc.*



*Visite des installations à la colonie buttrière Lajorde.*



*La réception du président a donné le coup d'envoi à la réunion régionale.*



*Ci-dessus, Phon. Anthony Abbott, Phon. Raymond Setlakwe et Léo Duquay.  
Ci-dessous, un détail de l'Assemblée législative de la Saskatchewan.*



*Ci-dessus, le Président Léo avec Lenore Dinsdale.*



# Les Huttérites Une existence à l'échelle industrielle

Article et photos de Joel Eastwood

Il n'y a pas de téléviseurs dans la colonie. « À ce qu'il paraît, on ne rate pas grand chose », fait observer Caroline.

Les colonies de la Saskatchewan sont issues d'un groupe d'Huttérites arrivés de Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dont on peut faire remonter les racines à Jacob Hutter, fondateur du mouvement au XVI<sup>e</sup> siècle. On recense aujourd'hui environ 40 000 Huttérites qui vivent dans des colonies au Canada et dans le Nord des États-Unis.

Les Huttérites sont des agriculteurs qui élèvent des poulets, des dindons et des vaches. La colonie produit du lait, des œufs et de la volaille, qu'elle vend à des distributeurs locaux. Et il ne s'agit pas d'un petit élevage; les bâtiments abritent plus de 6 000 poules, dont chacune pond un œuf par jour.

La colonie cultive ses propres légumes et fait son propre pain, notamment des petits pains, du pain blanc et du pain aux bananes. Étant donné que les membres de la colonie mangent tous ensemble, la cuisine se fait à l'échelle industrielle avec d'énormes fours et réfrigérateurs comme on en trouve dans les restaurants. Deux chambres de congélation sont remplies de légumes en conserve et de viande qui proviennent de la ferme.

La colonie mange dans une salle à manger commune, où chaque femme est responsable de la cuisine pendant une semaine par an. Les femmes sont également chargées de la lessive au sein de la colonie.

À l'instar d'une bonne part des tâches, la colonie est socialement administrée le long d'axes hommes-femmes. Il est interdit aux femmes de porter des bijoux ou de conduire, même si elles sont autorisées à conduire des chariots de golf. Les hommes se rasent jusqu'à leur mariage, date à partir de laquelle ils laissent pousser barbe et moustache.

Dans la colonie, les décisions sont prises par les hommes, qui agissent communément. Une poignée de représentants, élus par les hommes, sont responsables des finances de la colonie et prennent les décisions importantes sur l'achat d'équipements et de fournitures.

Les hommes ont récemment décidé d'acheter de nouvelles machines à laver, que les femmes réclamaient depuis un certain temps, selon notre guide Caroline. « Je suis



*Ci-dessus : Léo et Val Meredith Fraser ont droit à une brève séance d'information. À droite : Céline Brazeau Fraser et l'hon. Sue Barnes s'instruisent auprès de leur guide, Caroline.*

certaine que si John Deere fabriquait des machines à laver, nous en aurions eu de nouvelles il y a longtemps. »

Dès l'âge de 15 ans, les adolescents deviennent des adultes, même s'ils vivent avec leurs parents jusqu'à leur mariage. Quelques semaines par an, les hommes rendent visite à d'autres colonies. À leur mariage, c'est la femme qui vient vivre dans la colonie de l'homme. Mais s'ils se marient en dehors de la colonie, ils n'ont pas le droit de faire venir leur nouvelle conjointe ou leurs enfants

*Ci-dessous : Visite des cuisines.*





Léo remue la marmite... Ci-dessous : La guide Caroline parle de faire la lessive à grande échelle.



dans la communauté.

Il n'y a ni salaires ni revenus individuels; en revanche, chaque famille reçoit une allocation mensuelle pour acheter des vêtements, et la colonie procure des meubles en fonction des besoins de la famille. La plupart des meubles sont fabriqués par des menuisiers de la colonie, et ce sont des membres de la colonie qui cousent leurs propres vêtements – généralement de longues robes pour les femmes et des costumes noirs pour les hommes. Dès l'âge de 15 ans, tout le monde reçoit un téléphone cellulaire, et les maisons ont des ordinateurs, mais seules deux ou trois ont accès à Internet. Il n'y a pas de téléviseurs dans la colonie.

« À ce qu'il paraît, on ne rate pas grand-chose », fait observer Caroline.

Ce sont des professeurs de Regina qui instruisent les enfants jusqu'à la 12<sup>e</sup> année. Après cela, ils n'ont le droit de quitter la colonie que s'ils doivent fréquenter une école pour y apprendre un métier spécialisé. Ils ne vont pas au collège ou à l'université. La langue parlée dans la colonie est un dialecte d'allemand, et les sermons à l'église sont donnés en vieil allemand traditionnel.

La religion joue un rôle prédominant dans le mode de vie des Huttérites. La colonie compte deux pasteurs qui donnent des sermons en vieil allemand tous les dimanches durant l'année et chaque jour l'hiver. Chaque Huttérite doit décider de se faire baptiser, généralement au début de la vingtaine.

En dépit de leur mode de vie reclus, les Huttérites semblent parfaitement conscients du monde qui les entoure. Ils vont aux élections provinciales et fédérales, regardent des vidéos sur YouTube, et il leur arrive même d'applaudir un concurrent local qui apparaît à la télévision dans le cadre de l'émission *Canadian Idol*. Les membres de la colonie avec lesquels nous nous sommes entretenus ont déclaré qu'ils étaient heureux de leur mode de vie plutôt isolé. Selon Caroline, la colonie connaît très peu de problèmes de criminalité. Et elle ajoute que lorsqu'elle se rend à Regina, elle n'envie nullement les gens qu'elle rencontre. « Je pense à la nourriture qu'ils achètent et aux factures qu'ils doivent payer », affirme Caroline.



La production agricole est massive et abondante. Chaque jour, on ramasse environ 6 000 œufs.



# Les étudiants apprennent la vérité de la bouche des « ex »

Les ex-parlementaires peuvent être tout à fait francs sur les hauts et les bas de la vie politique. C'est cette franchise qui étonne les étudiants, affirme Patrice Dutil.

Par Diana Brown



*Léo Duguay, président de l'ACEP, parlant devant une classe de 3<sup>e</sup> année du département des communications et du processus politique à l'Université Carleton, le 27 octobre 2011. Léo Duguay a parlé de la publicité politique, des médias et de l'évolution des campagnes. À une époque de nouvelles et de publicités ininterrompues, il pense que les meilleures relations publiques et les moins chères sont celles qui font la une des nouvelles.*

Lorsqu'on a demandé à Geoff Scott quel était l'élément le plus enrichissant de sa participation au programme Du Parlement au Campus, il a répondu : « Cela a été de revivre les meilleurs moments du passé. » Du Parlement au Campus est un programme proposé par l'Association canadienne des ex-parlementaires, qui permet à ceux et à celles qui connaissent bien la politique de pénétrer dans une salle de classe pour faire part de leurs expériences aux étudiants d'université, du secondaire et du primaire.

Professeur à l'Université Ryerson et coordonnateur du programme Du Parlement au Campus, Patrice Dutil qualifie ce programme « de rare occasion pour les ex-parlementaires de partager leurs expériences avec un auditoire que cela passionne ».

Interrogé sur la croissance du programme, M. Dutil répond : « Depuis quatre ans, la croissance est spectaculaire. Cet automne, nous avons reçu plus de 40 demandes qui ont mis notre capacité à rude épreuve. »

En vertu de son mandat, le programme n'est tenu de donner que cinq présentations par année scolaire. Le programme est une occasion rare de faire découvrir la politique aux étudiants.

M. Dutil affirme : « Les responsables politiques sont heureux d'y participer, mais ils arrivent difficilement à délaissier la politique. Grâce à ce programme, nous pouvons dépasser ce stade, car les ex-parlementaires peuvent librement parler à titre personnel. Cela signifie qu'ils peuvent être parfaitement honnêtes sur les hauts et les bas de la vie politique. C'est cette franchise que les étudiants apprécient. »

Geoff Scott partage les mêmes sentiments en affirmant qu'« après la présentation, j'enchaîne sur une période de questions en abordant des sujets qui suscitent des questions, comme je le ferais avec des étudiants assis autour d'une table dans une cafétéria ou un salon. Cette période de questions est tout à fait informelle. Elle donne

lieu à toutes sortes de moments hilares ou passionnants que j'avais totalement oubliés. »

L'objectif du programme n'est pas seulement de nouer des liens avec les étudiants, mais de les faire participer au processus démocratique. Et M. Scott d'ajouter : « Je me rends dans une salle de classe dans l'intention d'y faire quelque chose de différent : je suis vraiment résolu à parler à la classe de quelque chose qui me passionne : l'honneur et la responsabilité qu'il y a à représenter 84 000 citoyens comme vous. »

En outre, M. Dutil ajoute que le programme joue un rôle appréciable en salle de classe, car, selon lui, « les professeurs constatent qu'ils peuvent vraiment faire découvrir aux étudiants la démocratie à son meilleur et à son pire. Les propos tenus continuent de remplir l'espace longtemps après leur départ. »

Le programme Du Parlement au Campus prend rapidement de l'expansion et devient un « partenaire de l'enseignement avec de nombreux établissements », affirme M. Dutil. Ce programme a besoin d'ex-parlementaires désireux de partager leurs expériences. Et M. Scott d'ajouter : « C'est une expérience enrichissante pour tout le monde, je peux vous le garantir. Les étudiants ont la chance de rencontrer un député bien vivant et l'ex-député est confronté au défi passionnant de faire naître l'intérêt de son auditoire de jeunes pour ce que signifie vraiment la démocratie au Canada. »

L'exposé de chaque parlementaire est unique et s'il intéresse autant les étudiants, c'est parce qu'il ne repose pas sur un ensemble de principes, mais sur les expériences de celui ou de celle qui s'exprime. Selon M. Dutil, le programme compte recevoir entre 50 et 60 demandes l'an prochain émanant du Canada et certaines même des États-Unis.

Pour vous inscrire au programme Du Parlement au Campus, veuillez compléter le formulaire « Participer aux programmes de l'ACEP » sur notre site Web, [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca).

# Commerce avec l'Amérique latine

À mesure que les pays d'Amérique latine s'enrichissent, les investissements dans la région évoluent eux aussi. Certaines entreprises latino-américaines ont même pris le contrôle d'entreprises canadiennes.

Par Katherine Dunn

**T**ournez votre regard vers le Sud, vers le grand Sud : l'Amérique latine est en pleine ascension.

Quand avez-vous pensé à l'Amérique latine pour la dernière fois? Lorsque les Canadiens se tournent vers le Sud, il est rare qu'ils regardent au-delà du 49<sup>e</sup> parallèle. Mais ouvrez la rubrique des affaires ou rendez-vous à l'épicerie et vous y verrez des signes d'un continent oublié au beau milieu de chez nous.

« Il y a une génération, des fraises au mois de décembre étaient pratiquement impensables », a déclaré l'hon. Don Boudria, ancien député libéral de Glengarry-Prescott-Russell. « Rendez-vous aujourd'hui à votre épicerie et essayez d'y trouver des légumes qui ne viennent pas du Chili à cette saison. »

Il n'y a pas que les asperges, les fraises et les mangues. Les pièces automobiles viennent aujourd'hui du Mexique et certains avions à réaction sont construits au Brésil. Les banques et les compagnies minières canadiennes sont d'importants protagonistes de la région, et vous entendrez de plus en plus parler l'espagnol ou le portugais dans la rue.

Pendant des décennies, l'Amérique du Sud était cachée de l'autre côté des États-Unis, qui la considéraient comme leur arrière-cour. En dépit de certains échanges commerciaux, le Canada n'avait pratiquement rien à faire avec cette région.

« Ce n'était même pas un sujet de discussion lorsque je suis arrivé [au Parlement] en 1984 », a affirmé Don, qui était le président canadien du Forum interparlementaire des Amériques. « J'ai pu voir la relation se forger [...] et les liens avec la région se sont surtout resserrés depuis 20 ans », a-t-il ajouté.

« Pratiquement tout le continent sud-américain était peuplé de dictatures », a déclaré Arch Ritter, professeur de science économique à l'École Norman Paterson d'affaires internationales, à l'Université Carleton.

La région était jugée instable, pour ne rien dire de son éloignement. Mais tandis que les gouvernements ont opéré des revirements politiques, et que des pays comme le Chili sont devenus « des démocraties », on a de plus en plus songé à se ramifier pour diversifier le commerce.

C'est ainsi qu'en 1990, le Canada est devenu membre à part entière de l'Organisation des États américains (OEA), et qu'en 1994, l'ALENA est entré en vigueur, jetant du même coup le Mexique dans la mêlée.

En 2007, Stephen Harper a déclaré que l'Amérique latine était une grande priorité de sa politique étrangère. Depuis lors, le Canada a signé plusieurs accords de libre-



*L'hon. Don Boudria a été le président canadien du Forum interparlementaire des Amériques.*

échange avec des pays de la région : le Costa Rica, le Chili, le Panama, le Pérou, la Colombie et le Honduras.

Et pourtant, les échanges entre le Canada et l'Amérique latine restent squelettiques. En 2010, le commerce avec la région représentait environ le dixième du commerce avec les États-Unis, et il traînait loin derrière l'Asie et l'Europe. Mais c'était également le secteur qui connaissait la croissance la plus rapide – puisqu'il a augmenté de 26,5 p. 100 en l'espace d'un an, soit au moins 15 p. 100 de plus qu'avec toute autre région, si l'on en croit les chiffres d'Industrie Canada.

La diaspora latino-américaine, bien que nettement plus petite que la diaspora asiatique, a elle aussi rapidement augmenté : selon le MAECI, 11 p. 100 des immigrants récents sont originaires d'Amérique latine.

Les entreprises canadiennes, en revanche, ne sont pas des visages inconnus dans la région, en particulier les banques et les sociétés minières. La Banque Scotia est présente dans plusieurs pays d'Amérique latine, et se classe au troisième rang des banques du Pérou. Les sociétés minières canadiennes dominent la région, après s'y être installées durant les années 1990, alors que le secteur minier canadien prenait rapidement de l'expansion.

Tandis que les pays d'Amérique latine s'enrichissent, les investissements dans la région évoluent eux aussi. Aujourd'hui, certaines entreprises latino-américaines ont pris le contrôle d'entreprises canadiennes. Quant aux entreprises canadiennes, la population locale leur reproche souvent de violer les droits autochtones et environnementaux, ce qui a suscité un débat à la Chambre des communes en 2010 après le rejet d'un projet de loi sur des normes de déontologie pour les sociétés minières.

Mais en dépit d'un regain d'intérêt et de beaucoup de controverse, l'Amérique latine reste souvent cachée aux yeux de beaucoup.

« La plupart des Canadiens en savent beaucoup plus sur l'Europe que sur notre propre hémisphère », a déclaré M. Ritter. Même si les nouvelles de la région se trouvent essentiellement à la rubrique des affaires, elles n'y sont pas très nombreuses, ajoute-t-il. Et même si on constate un regain d'intérêt pour la région, il n'en reste pas moins que tout un continent demeure essentiellement dans l'obscurité.

« Nous pourrions beaucoup mieux faire. Je ne pense pas que nous n'en ferons jamais assez », a déclaré M. Boudria. « Il est grand temps d'apprendre à connaître notre propre hémisphère. »



# Amanda

## réussit un coup de circuit pour son père et ses amis



La commissaire à l'éthique Mary Elizabeth Dawson et l'hon. Otto Lang, en père très fier à juste titre.



Photo de Dorothy Dobbie.

Amanda Lang a prononcé un discours à l'allure soutenue et au ton provocateur sur l'économie.

Par Ada Slivinski. Photos de Dorothy Dobbie et Denis Drever.

**A**u travail, faites ce dans quoi vous excellez et, si vous avez de la chance, faites ce que personne d'autre ne peut faire à votre place », déclare à son auditoire Amanda Lang, fille de l'honorable Otto Lang. Eh bien, il semble qu'Amanda applique ce qu'elle prêche. Elle s'est ménagé un créneau bien à elle. Correspondante principale à la CBC, spécialisée dans l'actualité économique et des entreprises, elle coanime l'émission Lang & O'Leary Exchange et son travail de journaliste a même été consacré par un prix Gémeau.

Le discours d'Amanda, qui était la conférencière invitée du dîner-bénéfice annuel de la Fondation pour l'éducation tombait à point nommé compte tenu des remous économiques qui préoccupaient plus d'un convive. Le dîner Douglas C.



Frith est le plus grand événement du genre pour la fondation qui administre des programmes destinés à aider les étudiants et les jeunes diplômés à comprendre les processus politiques.

Dans son intervention, Amanda n'a épargné personne. Même si, selon elle, le

Canada demeure un pays fort et stable, qui s'en sort beaucoup mieux que bien d'autres, elle émet une mise en garde : « nous ne pouvons plus nous permettre d'être complaisants, nous ne sommes pas à l'abri des événements qui se produisent ailleurs ». Selon elle, trois facteurs pourraient gravement affecter notre économie : les chocs externes, une autre crise du crédit (et nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge à cet égard) et notre taux de productivité.

Justement, elle avait la productivité en ligne de mire estimant qu'elle est « une mesure de la richesse ». Même si nous nous sommes bien débrouillés dans le passé, le vent a tourné.

« Nous sommes la première génération qui risque de laisser moins de richesse à ses enfants qu'elle en elle-même eue », affirme-t-elle. Pour elle, le problème tient au fait que les dépenses de l'État canadien augmentent, tandis que les investissements en R-D du secteur privé diminuent. Le système scolaire actuel a été conçu à l'ère industrielle et nos enfants ont besoin d'autre chose pour réussir dans ce monde.

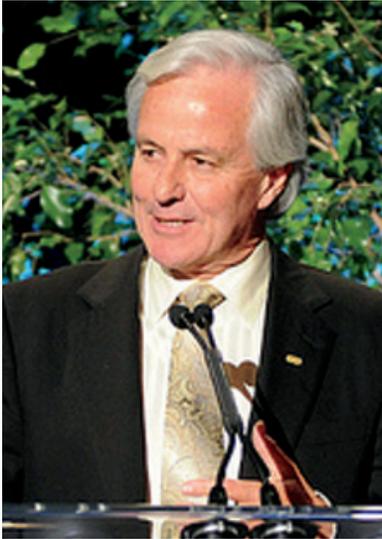
Pour réparer les pots cassés, il faut d'abord comprendre la nature du problème. Son conseil : commencer par se montrer plus créatif à titre personnel, à demander plus souvent « pourquoi? ».

Pour Amanda, il convient de s'intéresser de nouveau à la productivité et à l'innovation (qui n'ont rien à voir avec le nombre d'heures de travail).

Pour devenir plus productif, il faut que le Canada tout entier acquière une meilleure maîtrise des procédés manufacturiers et collabore mieux avec les clients.

« Nous devons », dit-elle, « aspirer à des pratiques de fabrication sans gaspillage ». Non seulement cette formule peut être synonyme de réussite dans le monde des affaires, mais de plus il y aurait lieu de l'appliquer dans nos vies personnelles. Pour Amanda, cela veut dire qu'il faut se débarrasser de tout ce dont on n'a pas besoin et qui nous encombre. Pour y parvenir, il faut faire preuve d'innovation, se demander pourquoi on fait ou l'on ne fait pas telle ou telle chose.

À n'en pas douter, les 300 convives sont sans doute repartis avec quelques idées à digérer en plus du repas et avec la satisfaction d'avoir accompli quelque chose pour outiller les jeunes afin qu'ils soient en mesure d'améliorer la situation économique.



Russell Williams, Président, Rx&D, commanditaire principal.



L'hon. Fred Mifflin et Jim Silye.



L'hon. Walter McLean et l'hon. Bob Rae, député.

Ci-dessous, de gauche à droite : L'hon. Don Boudria, l'hon. Lucie Pépin, J. Barry Turner, ancien président de l'ACEP et l'hon. Andrew Scheer, député et président de la Chambre des communes.



L'hon. Jack Murta, Kevin Vickers et Laverne Lewycky.



Lorne Hepworth, Président de CropLife Canada, avec le président de l'ACEP Léo Duguay et Amanda Lang.



L'hon. Peter Milliken, ex-président de la Chambre des communes, Murray McBride et MJ McBride

Hugh Scott de Rx&D Canada, Garth Williams, l'hon. Geoff Regan, député et le président de la Fondation pour l'éducation Francis LeBlanc.



Amanda Lang, sa sœur Elisabeth Lang et David Miller, de CN.





L'hon. John Reid

# Marshall McLuhan

## Prophète des temps modernes

Par l'hon. John Reid, C.P.

L'année dernière a marqué le 100<sup>e</sup> anniversaire de naissance de Marshall McLuhan. Dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, McLuhan était omniprésent, étudiant les changements sociaux à l'échelle de la planète et prédisant les effets possibles de ces changements sur les organisations sociales.

Sa réputation croissante d'haruspice a été dopée par les remous qui ont ébranlé l'Amérique du Nord dans les années soixante : les assassinats de John et de Robert Kennedy ainsi que de Martin Luther King, les émeutes raciales aux États-Unis, la guerre du Vietnam, la culture hippie, les mouvements féministes, la guerre froide avec l'URSS, la crise des missiles de Cuba et le chaos qui accompagna la désintégration des mœurs sociales. La grande méditation de sa pensée s'explique par le fait que McLuhan fournissait une explication à tous ces changements et qu'il en imaginait les futurs effets.

### Nul n'est prophète en son pays

En 2011, McLuhan a été fêté en grand aux États-Unis, en Europe et en Asie, mais beaucoup moins ici, au Canada. Comme la plupart des prophètes, ses idées n'ont pas toujours été acceptées chez lui, surtout pas parmi les élites intellectuelles.

J'ai personnellement découvert McLuhan à la lecture de son premier ouvrage, *The Mechanical Bride*, qui est une analyse du marché de la publicité dans les journaux et les magazines. À l'époque, j'habitais une petite ville minière éloignée, dans le nord-ouest du pays, et mon professeur d'anglais m'avait dit que je devais lire cet ouvrage en onzième ou douzième année. Je me souviens de l'impact que ce livre a eu sur moi. L'auteur y expliquait la section BD des journaux, la notion de placement publicitaire dans les journaux et les magazines, et le fait que les publicités étaient conçues pour s'adresser à une clientèle bien précise et pour atténuer ou renforcer la nouvelle.

Je me suis ensuite précipité sur chaque livre signé par McLuhan; j'ai encore les éditions originales anglaises de *La galaxie de Gutenberg* et de *Pour comprendre les médias*.

Quand j'ai été étudiant l'histoire à l'Université de Toronto, dans le début des années 1960, j'aurais voulu suivre un cours de McLuhan, mais un des professeurs principaux du département d'histoire m'indiqua que celui-ci n'était pas « véritable universitaire » et qu'il ne méritait pas le respect de la faculté.

Il y a quelques mois, l'émission *Ideas* de la CBC a produit un documentaire sur McLuhan où l'on entendait les témoignages de quatre de ses anciens étudiants. Après avoir vu cette émission, j'estime qu'en n'ayant pas eu la possibilité d'assister à un des cours de McLuhan cela m'a fait louper l'un des plus beaux moments de ma vie universitaire.

### Notre langue est empreinte de McLuhanismes

McLuhan a créé et expliqué une foule d'expressions qui font désormais partie de la langue courante : « les médias », « le village planétaire », « les médias chauds et froids », la « retribalisation de l'homme », et ainsi de suite.

Une entrevue publiée en mars 1969 fournit un aperçu clair et succinct de l'ensemble de son œuvre et décrit les techniques qu'il a mises au point pour étudier la civilisation moderne.

Quand on écoute cette entrevue, on s'interroge sur l'exactitude de ses remarques et de ses prévisions, on est automatiquement replongé dans l'univers des années 1960. L'Internet n'avait pas encore été imaginé en 1969, mais on devine que McLuhan y fait allusion en d'autres termes et qu'il en profile le concept. Les changements qu'il avait annoncés en éducation sont en train de se produire et, même s'ils ne sont pas de l'ordre de ceux qu'il avait envisagés, force est de constater que les étudiants semblent se comporter comme il l'avait prévu.

### Disparition de la sphère privée

McLuhan a parlé de retribalisation de la société humaine. Tous ceux et toutes celles qui ont grandi dans une petite ville savent que la notion de vie privée n'existe pas vraiment; tout le monde semble être au courant des affaires de tout le monde. De nos jours, avec les médias sociaux que sont Facebook, My Space, Twitter et autres, les jeunes ne

paraissent pas s'intéresser à la protection de la vie privée, tout devant servir à alimenter le moulin des médias sociaux. (Des jeunes qui ont participé à une expérience consistant à leur retirer leur téléphone cellulaire pendant une semaine ont tous déclaré qu'ils n'avaient pas supporté le fait d'être coupés de leur groupe.)

Ce n'est pas uniquement à cause du comportement des jeunes que la sphère privée est en train de disparaître, car c'est aussi à cause de « big brother » qui dispose désormais de la technologie nécessaire pour suivre absolument toutes nos allées et venues. Il a récemment été question aux nouvelles du fait que, grâce aux percées technologiques, il est maintenant possible d'enregistrer les faits et gestes de chacun et, compte tenu de la forte diminution des coûts de stockage des données, de conserver indéfiniment ces informations.

L'utilisation des médias sociaux à l'occasion des émeutes en Grande-Bretagne, du printemps arabe et du mouvement d'occupation de Wall Street est un exemple de cette nouvelle forme de tribalisme rendue possible par l'utilisation des nouvelles technologies.

Fondamentalement, pour McLuhan, « tous les médias – de façon intrinsèque et sans égard aux messages qu'ils acheminent – exercent une profonde influence sur l'homme et sur la société. Les sens de l'homme préhistorique ou tribal fonctionnaient en harmonie et celui-ci se formait une image de son univers tout autant grâce à son ouïe, à son odorat, à son toucher, à sa vue qu'à son goût. Cependant, les innovations technologiques ont permis à l'homme de projeter ses habiletés et ses sens au point de modifier son équilibre sensoriel – modification qui a inexorablement changé le visage de la société à l'origine de cette technologie. »

### Le médium est le message

McLuhan a été le premier à étudier l'impact de la télévision sur la politique : « Kennedy a été le premier président de la télévision parce qu'il a été le premier homme politique d'envergure à véritablement

Fondamentalement, pour McLuhan, tous les médias – de façon intrinsèque et sans égard aux messages qu'ils acheminent – exercent une profonde influence sur l'homme et sur la société.

comprendre les dynamiques et les lignes de force de l'icône (le téléviseur). Comme je l'ai expliqué, la télévision est un médium intrinsèquement froid; Kennedy affichait, pour sa part, une décontraction compatible avec ce médium et une indifférence au pouvoir, due à sa richesse personnelle, qui lui ont permis de pleinement s'adapter à la télévision. En politique, le candidat dénué d'une telle décontraction, de telles qualités propres à une basse définition qui laisse au téléspectateur le loisir de combler les vides en puisant dans ses propres identifications, s'électrocute tout simplement sur le petit écran. Ce fut d'ailleurs le cas de Richard Nixon lors de ses débats désastreux face à Kennedy à l'occasion de la campagne de 1960. Nixon était un être éminemment chaud; sur le petit écran, il personnalisait la haute définition ainsi que l'image et l'action parfaitement définies qui ont contribué à sa réputation de personnage bidon... »

#### Kennedy l'a remporté à la télé, Nixon sur papier

Aujourd'hui, je me rappelle ce débat comme s'il venait d'avoir lieu. À l'époque il n'y avait aucun doute que John Kennedy l'avait remporté à la télévision. Toutefois, trois jours plus tard, j'eus une révélation à la lecture de la retranscription du débat complet publiée par le New York Times. Celle-ci montrait que Nixon avait en fait été un orateur particulièrement brillant, maîtrisant bien ses dossiers et son discours; sur papier, ce n'est pas lui qui avait perdu le débat. Je n'ai que très vaguement compris ce qui s'était produit après la publication de *La galaxie de Gutenberg* de McLuhan, deux ans plus tard. Je parvins toutefois à mieux comprendre ces débats à la lecture de *Pour comprendre les médias* paru en 1964.

La pensée de McLuhan demeure très actuelle et vaut encore la peine d'être étudiée aujourd'hui encore. Ces réflexions de l'époque expliquent ce qui se produit dans notre société d'aujourd'hui.

L'hon. John Reid a été député libéral de Kenora-Rainy River en Ontario de 1965 à 1984.

# 100<sup>e</sup> anniversaire des parcs nationaux

Par Katherine Dunn



*Le mont Rundle dans le parc national de Banff en hiver.*

En 2011, Parcs Canada a célébré son 100<sup>e</sup> anniversaire en commémorant la création de la Division des parcs du Dominion qui date de 1911.

Cependant, le tout premier parc national, le parc national Banff, avait été créé bien plus tôt, en 1885. Il couvrait alors tout juste 26 kilomètres carrés de montagnes rocheuses en Alberta et était destiné à attirer les touristes jusqu'aux sources chaudes jalonnant le spectaculaire trajet de la ligne du Canadien Pacifique.

Myron Thompson a été député de la circonscription Wild Rose pendant un peu moins de 15 ans, de 1993 à 2008. Il a représenté le parti réformiste, puis les conservateurs à la Chambre des communes.

« Ce fut un plaisir », affirme Thompson, « j'ai trouvé très intéressant de pouvoir visiter le parc en compagnie des rangers ».

Il estime que les besoins de ces électeurs

n'étaient guère différents de ceux situés dans le reste de sa circonscription. Dans un coin de pays où la faune et les touristes se retrouvent souvent nez à nez, la sécurité des personnes et des animaux dans le parc constituait la principale préoccupation. Les deux autres temps forts de son action de député furent, toujours selon M. Thompson, l'élargissement à quatre voies de la Route 1, principal axe routier traversant le parc, et le travail en collaboration avec le Centre Banff (centre artistique).

Le parc de Banff est aujourd'hui classé au patrimoine de l'UNESCO et c'est aussi l'un des parcs les plus fréquentés au Canada avec près de 3 millions de visiteurs en 2010. Il n'est toutefois pas unique, puisque le Canada compte 46 parcs nationaux et aires marines de conservation, du parc national Tuktuk Nogat, au nord du cercle Arctique, au parc national Fundy, au Nouveau-Brunswick.

# Des steppes de l'Asie centrale L'élection présidentielle au Kazakhstan

Par Doug Rowland



Les bureaux de la société pétrolière cadrant le Khan Shatyr, la plus grande tente du monde, à Astana.



Une yourte est une maison mobile faite de treillis assemblés en cercles utilisée traditionnellement par les nomades dans les steppes d'Asie centrale.

Cette élection n'était pas comme les autres. C'était une « élection présidentielle anticipée ». Le taux de participation observé a été de plus de 90 p. 100. Le candidat gagnant a remporté 95,5 p. 100 des voix. Les trois candidats qui s'étaient proposés comme solution de rechange au titulaire du pouvoir lui ont tous exprimé leur allé-

geance, précisant qu'un vote en sa faveur serait un bon choix pour l'électeur. L'un d'eux, qui avait été nommé au Sénat par le titulaire, avait en fait voté en faveur d'un plébiscite pour son maintien en poste jusqu'en 2020.

Comme ils avaient préconisé la tenue d'élections au lieu du plébiscite lorsque le projet avait été déposé devant le Parlement, à défaut de pouvoir s'opposer catégoriquement à l'élection, ils se sont contentés de protester contre la décision de tenir les élections si tôt.

geance, précisant qu'un vote en sa faveur serait un bon choix pour l'électeur. L'un d'eux, qui avait été nommé au Sénat par le titulaire, avait en fait voté en faveur d'un plébiscite pour son maintien en poste jusqu'en 2020.

## À propos du Kazakhstan

Pays sans accès à la mer, le Kazakhstan est le neuvième plus grand pays au monde en termes de superficie. Il est bordé par la mer Caspienne, la Russie, la Chine, le Tadjikistan, le Kirghizistan et partage la mer d'Aral avec l'Ouzbékistan. Ses caractéristiques dominantes sont de vastes prairies vallonnées et des chaînes de montagnes

que 23,7 p. 100 des habitants). D'autres groupes importants sont les Ukrainiens, les Tatars, les Allemands, les Ouzbeks et les Oïgours.

Le Kazakhstan est un État laïc où la plupart des religions du monde sont représentées. Plus de 70 p. 100 des citoyens sont musulmans sunnites et 26 p. 100 sont chrétiens, principalement orthodoxes russes. On y retrouve également des adeptes du bouddhisme, du judaïsme et du protestantisme. C'est un État unitaire doté d'un régime présidentiel et d'un parlement bicaméral. Le pays est divisé en 16 régions, dont chacune sélectionne deux sé-

nateurs pour la Chambre haute qui compte 47 membres, les 15 autres étant nommés par le président. Sur les 107 députés de la Chambre basse, 98 sont élus suivant un scrutin à listes bloquées avec répartition proportionnelle des sièges en fonction de la population nationale. Le président nomme neuf députés pour représenter les minorités ethniques.

## La deuxième capitale la plus froide au monde

En 1997, Almaty (la légendaire Alma Ata de la route de la soie) a cédé son statut de capitale à Akmola dans le nord, déplaçant ainsi Ottawa comme deuxième capitale la plus froide au monde. En 1998, la ville est rebaptisée Astana (qui signifie capitale en français). Construite expressément comme capitale nationale à l'instar de Brasilia et de Canberra, Astana regorge de merveilles architecturales conçues par des sommités telles que Norman Foster, Frank Ghery et Manfredi Nicoletti. Relevons notamment une tente géante appelée Khan Shatyr (roi des tentes), une pyramide monumentale dite Palais de la Paix et de la Réconciliation, et la plus grande mosquée d'Asie centrale avec ses quatre minarets de 63 mètres de haut, le chiffre 63 symbolisant l'âge de Mahomet à sa mort. On y retrouve également d'imposants bâtiments, dont le siège de la



Statue d'Al-Farabi, philosophe, scientifique et astrologue du 9<sup>e</sup> siècle, au Turkestan.



Ci dessus : Doug Rowland (à droite) et son équipe d'observateurs : Nurislam Abourazakov, chauffeur; Dina Baidildayeva, interprète; et Valerie Solomon, observatrice anglaise.

À droite : Des membres du comité de scrutin attendent l'ouverture des bureaux de vote.



compagnie de gaz, dont on pourrait dire que le style est du « stalinien revisité ». La conception globale de la ville a été confiée au célèbre architecte japonais Kisho Kurokawa.

### La délégation

Darryl Gray, Audrey McLaughlin et moi étions trois des six Canadiens à faire partie des 350 membres de la mission d'observation à court terme de l'élection présidentielle anticipée. La mission s'est déroulée sous les auspices du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE/BIDDH). Nous n'avons jamais rencontré les trois autres Canadiens et nous présumons qu'il s'agissait d'agents des Affaires étrangères en poste à Almaty. Nous sommes arrivés dans le pays le 28 mars, l'élection a eu lieu le 3 avril et nous sommes repartis le 6 avril après le dépouillement. Avant notre départ, nous avons fait part de nos observations à l'équipe principale et contribué au rapport final lors d'une séance récapitulative.

### L'élection anticipée

Lorsque l'élection a été convoquée, selon la constitution, il restait encore deux ans avant la prochaine élection présidentielle. Le président Noursoultan Nazarbaïev était dans sa cinquième an-

née d'un mandat de sept ans. L'élection présidentielle anticipée fut déclenchée à la suite d'une initiative citoyenne voulant la tenue d'un plébiscite qui aurait prolongé la durée du mandat de l'actuel président jusqu'en 2020. Durant la dernière semaine de décembre 2010 et la première semaine de janvier 2011, une pétition recueillant

Trois éléments ont étayé la politique du gouvernement à l'endroit des minorités : l'endiguement du débat public sur les problèmes interethniques ; l'usage de la coercition pour restreindre les mouvements nationalistes au sein des groupes minoritaires ; et un soutien généreux aux installations éducatives et culturelles destinées aux minorités.

cinq millions de signatures se déclarait en faveur du vote parlementaire recommandant la tenue du plébiscite. Le président Nazarbaïev a rejeté la proposition comme étant antidémocratique et a soumis sa décision au Conseil constitutionnel. Celui-ci a décrété que la recommandation parlementaire était inconstitutionnelle en entendant que les modalités de ce prolongement de mandat étaient trop vaguement définies.

Le Conseil a néanmoins estimé qu'on ne pouvait ignorer les souhaits exprimés par cinq millions de citoyens sur une population de dix-sept millions de personnes.

C'est pourquoi le président a proposé la tenue de l'élection présidentielle anticipée. Le 3 février, le Parlement, dominé par le parti du président, adoptait les modifications constitutionnelles nécessaires pour permettre au président de convoquer des élections anticipées et de fixer la durée du mandat à cinq ans. Le lendemain, le prési-

dent Nazarbaïev signait le décret fixant la date des élections au 3 avril 2011.

### Pris au dépourvu

Le 11 février, M. Nazarbaïev annonçait son intention de se présenter candidat. Les partis de l'opposition étaient pris au dépourvu. Comme ils avaient préconisé la tenue d'élections au lieu du plébiscite lorsque le projet avait été déposé devant le Parlement, à défaut de pouvoir s'opposer catégoriquement à l'élection, ils se sont contentés de protester contre la décision de tenir les élections si tôt. Les partis de l'opposition ne sont pas allés jusqu'à appeler au boycott, et la plupart ont renoncé

à contester l'élection.

Vingt-deux candidats potentiels ont cherché à se faire inscrire par la Commission électorale centrale (CEC). Parmi eux, trois représentaient des partis politiques, un un mouvement public et dix-huit avaient auto-proclamé leur candidature. Quatre candidats ont finalement été inscrits par la CEC: le titulaire du poste, Noursoultan Nazarbaïev, chef du parti Nur Otan; Jambyl Akhmetbekov du Parti populaire communiste; Mels Yeleusizov, président de l'Union écologique, et Gani Kasymov, chef du Parti des Patriotes.

### Un ancien communiste soviétique remporte l'élection

Le candidat gagnant, le titulaire Noursoultan Nazarbaïev, fêtera ses 71 ans le 5 juillet 2011. Sous l'Union soviétique, il a gravi les échelons du Parti communiste jusqu'à devenir président du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan en 1985 et, en 1989, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kazakhstan. C'est à partir de ce poste qu'il a mené le Kazakhstan à l'indépendance avant de devenir le premier président à l'issue d'une élection présidentielle incontestée en 1991. Il a remporté les élections de nouveau en 1999 avec près de 80 p. 100 des voix et une fois de plus en 2005 avec plus de 90 p. 100 des voix.

### La Loi du chef de la nation

En 2010, le Parlement promulgue la Loi du chef de la nation, une loi qui prévoit l'immunité de poursuites pour le

Le résultat étant inéluctable, il semblait inutile de prolonger les choses en prenant toutes les précautions prescrites.

premier président et titulaire et les membres de son entourage immédiat. Elle confère également au président Nazarbaïev le titre de « chef de la nation » et lui permet de quitter son poste actuel tout en conservant une prise sur les rênes du pouvoir sans détenir des responsabilités exécutives.

Le régime est autoritaire et son parti politique, omniprésent. Dans un état multiethnique avec une centaine de groupes ethniques, il a réussi, jusqu'à présent à éviter les conflits interraciaux et religieux qui ont caractérisé tant d'anciennes républiques soviétiques. Trois éléments ont étayé la politique du gouvernement à l'endroit des minorités : l'endigement du débat public sur les problèmes interethniques; l'usage de la coercition pour restreindre les mouvements nationalistes au sein des groupes minoritaires; et un soutien généreux aux installations éducatives et culturelles destinées aux mi-



*Ci dessus : l'un des comités de scrutin du Kazakhstan en attente de l'ouverture des bureaux de vote. À droite, les équipes d'observateurs ont eu droit, partout où elles sont allées, à un accueil chaleureux de la part des Kazakhs, y compris à une tête de mouton rôtie.*



norités. Cette « paix » et la crainte qu'un autre dirigeant pourrait succomber aux exigences de la majorité kazakhe voulant que l'on accorde davantage de priorité à leurs intérêts, ont permis à Nazarbaïev d'obtenir un soutien relativement fort parmi les minorités.

### Le régime s'appuie sur une économie solide

Si Nazarbaïev compte sur un appui général, c'est que l'économie kazakhe est relativement forte, affichant un taux de croissance de 6 à 7 p. 100 par an et permettant d'augurer que le Kazakhstan

à des fins officielles. Selon les estimations officielles, 95 p. 100 de la population parle le russe.

Nazarbaïev a multiplié ses partisans en rehaussant la visibilité du Kazakhstan à l'échelle internationale. En 2010, le Kazakhstan a tenu la présidence de l'OSCE, le premier pays parmi la Communauté des États indépendants à le faire. Il a également accueilli les Jeux asiatiques d'hiver au début de 2011 et c'est avec grande fierté qu'il a remporté la médaille d'or au hockey.

### L'absence de concurrence électorale

Telle est la toile de fond de l'élection du 3 avril. Selon les propos du rapport préliminaire de l'OSCE/BIDDH, « Malgré une élection bien gérée sur le plan technique, l'absence de candidats de l'opposition [officielle] et d'un discours politique dynamique a abouti à un environnement non concurrentiel. Au vu de leur capacité limitée, les candidats ont décidé de ne pas contester le titulaire du poste. »

Le rapport signale également que : « Les commissions électorales à tous les niveaux, y compris la Commission électorale centrale, se sont occupées des aspects techniques de l'élection d'une manière professionnelle. Leurs sessions ordinaires ont été ouvertes aux observateurs et aux médias. »

D'autres observations de l'OSCE au sujet de l'environnement dans lequel l'élection s'est déroulée relèvent notamment que les femmes étaient bien représentées parmi le personnel subalterne de l'administration électorale, mais demeuraient sous-représentées dans les échelons supérieurs;

finira par figurer sur la liste des cinquante pays les plus riches.

### Les Kazakhs apprennent le kazakh

Le fait d'avoir réussi à mener son pays à l'indépendance a valu à Nazarbaïev la loyauté du peuple kazakh, une loyauté qu'il cherche à renforcer en favorisant une connaissance et un usage accrues de la langue kazakhe (il s'est engagé à augmenter la maîtrise de la langue à 95 p. 100 d'ici 2020).

Bien que 63 p. 100 de la population soit kazakhe de souche et que le kazakh soit la langue officielle, après trois quarts de siècle de domination soviétique, seulement 30 p. 100 des habitants disent maîtriser le kazakh. Autrement dit, 10 millions des 17 millions d'habitants du pays disent maîtriser la langue à des degrés divers et environ un million en posséderaient des connaissances de base, laissant six millions de personnes qui ne parlent pas le kazakh. La constitution stipule que le russe peut être utilisé sur un pied d'égalité avec le kazakh



Toutes les équipes d'observateurs ont joui de l'hospitalité des Kazakhs.

que des efforts ont été consentis pour améliorer la qualité des listes électorales; que les médias ont accordé un temps plus égalitaire aux candidats dans leurs émissions de nouvelles par rapport à la situation en 2005, et que « de nombreuses autorités locales sont intervenues dans le processus électoral afin d'augmenter la participation. »

#### **Irrégularités relevées**

Les observateurs de l'OSCE ont relevé que les commissions électorales de circonscription se sont en général avérées bien formées et efficaces dans leurs activités. Cependant, un nombre important des équipes d'observateurs ont signalé des incidents où ils ont vu des touffes de bulletins de vote dans des boîtes et des listes électorales où les signatures vis-à-vis des noms des électeurs semblaient avoir été écrites par une même main.

Aussi, dans un nombre non négligeable de bureaux de vote, des raccourcis ont été pris dans les procédures régissant le dépouillement des voix. Les observateurs s'entendent pour dire que l'on a pris des raccourcis pour accélérer le dépouillement. Le résultat étant inéluctable, il semblait inutile de prolonger les choses en prenant toutes les précautions prescrites.

Le bourrage des urnes, dans la mesure où il a eu lieu, était sans doute attribuable à la nécessité de s'assurer que le taux de participation dépasse 90 p. 100, et non pas à l'intention de distribuer les votes des candidats de manière frauduleuse. Parmi les observateurs, certaines équipes ont signalé que les présidents de la circonscription appelaient les gens sur la liste électorale les exhortant à se présenter. J'ai rencontré un groupe de femmes assises à

l'extérieur d'un bureau de vote qui consignaient les noms des personnes qui avaient voté, envoyant certaines d'entre elles rappeler leur devoir à celles qui ne l'avaient pas encore fait. Elles ont affirmé qu'elles n'avaient pas d'affiliation politique, mais qu'elles agissaient en tant que citoyennes.

#### **Les femmes votent par procuration**

Le vote par procuration a été autorisé dans certains cas mais, contrairement à de nombreuses démocraties en développement, les votes par procuration ont tendance à être exprimés par les femmes plutôt que par les hommes. Nous avons eu l'impression, particulièrement dans les zones rurales où les personnes seraient connues du bureau électoral, que les femmes étaient autorisées à voter au nom des membres de leur famille qui étaient au travail, à nouveau afin d'obtenir un chiffre de participation élevé.

Globalement, la mission de l'OSCE a conclu que [Traduction] « Les réformes nécessaires pour la tenue de véritables élections démocratiques doivent encore se matérialiser car cette élection a révélé des lacunes analogues à celles des élections précédentes ».

#### **La démocratie dans tous ses atours**

Darryl, Audrey et moi avons été extrêmement impressionnés par l'attachement à la démocratie que nous avons observé dans nos différentes communautés, chacun de nous ayant visité de 12 à 15 bureaux de vote. La plupart d'entre eux avaient de grands haut-parleurs placés à l'extérieur diffusant à tue-tête des airs folkloriques et patriotiques.

Chacun des sept commissaires de la CEP dans chaque bureau de vote étaient vêtus de leurs meilleurs habits. À l'ouverture

du scrutin, le coffre contenant le matériel électoral a été inauguré en présence d'un policier de garde qui prenait ensuite son poste à l'extérieur du bâtiment.

Au bureau où j'ai assisté à l'ouverture, le président de la Commission a fait une petite allocution félicitant ses collègues de s'acquitter de ce devoir public et soulignant à quel point il importe pour la démocratie qu'ils exercent leurs fonctions comme il faut. Le président a également reconnu la présence d'observateurs internationaux et nous a remerciés de notre aide dans la construction de leur démocratie. Ses six collègues et lui ont ensuite tourné le visage vers le drapeau du pays et il a fait un signe pour que l'hymne national soit joué. Ils ont tous chanté vigoureusement.

#### **« Dites-leur que nous sommes végétariens »**

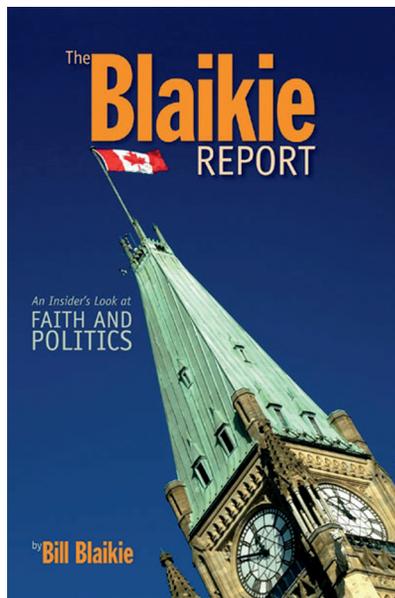
Toutes les équipes d'observateurs ont eu l'occasion de goûter à l'hospitalité kazakhe. Après avoir terminé notre observation du scrutin et que nous nous préparions à quitter les lieux, nous avons presque invariablement été invités à prendre le « thé ». Qui dit thé dit un buffet des plus complets avec des fruits et légumes, des pains de toutes sortes, des quenelles, des ragoûts, des boulettes de viande et de la charcuterie. Poulet, mouton, agneau, de bœuf et viande chevaline, ils étaient tous au menu. Dans un commissariat, on m'a solennellement présenté une tête de mouton cuite et un couteau à découper.

Tandis que je me demandais désespérément comment tailler une tête de mouton comme il se doit, ma collègue, une anglaise qui avait déjà observé quatre élections au Kazakhstan, se tourna d'un air consterné vers notre traducteur et lui dit : « Dites-leur que nous sommes végétariens! ». J'avoue que j'étais soulagé, tout en restant conscient de l'hommage qu'on avait voulu nous rendre.

Pendant mon déploiement, je me suis remémoré les voyages de Marco Polo en voyant des troupeaux de chevaux en liberté dans les steppes et les troupeaux de moutons, chèvres et même les dromadaires et les chameaux de Bactriane sur la route. En partant, j'ai senti le désir d'en apprendre davantage sur cette partie du monde. Tachkent, Samarcande et la route de la soie avaient fait leur effet.

Comme je disais, une élection pas comme les autres.

Doug Rowland a été député du NPD pour Selkirk de 1970 à 1974. Il a été envoyé observer ces élections présidentielles avec Darryl Gray et Audrey McLaughlin par l'Institut international des observateurs électoraux avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international.



## Foi et politique

### Le point de vue de Bill Blaikie

« Seulement Bill aura pu écrire ce livre. »

- L'hon. David MacDonald

*The Blaikie Report: An Insider's Look at Faith and Politics*, par l'honorable Bill Blaikie. Les éditions de l'Église Unie du Canada. Critique de l'honorable David MacDonald.

*The Blaikie Report, An Insider's Look at Faith and Politics* est un récit franc, parfois douloureux et souvent humoristique raconté par l'un des plus respectés députés comptant le plus grand nombre d'années de service, l'honorable Bill Blaikie.

D'entrée de jeu, je dois dire que je suis ravi que Bill ait écrit ce livre. Je l'ai trouvé fondamentalement enrichissant, puisqu'il jette un regard éclairant sur sa remarquable carrière politique et sur les gens qu'il a côtoyés. Pour les profanes, il est particulièrement édifiant de voir de l'intérieur comment le NPD a composé avec les difficiles décisions qu'il a eu à prendre au fil des ans.

Bill fait figure de géant dans le monde politique, et pas seulement physiquement. Il a toujours été actif dans son milieu, d'abord comme jeune progressiste-conservateur et défenseur des intérêts communs à la fin des années 1960 et au début des années 1970, et ensuite au Parlement, comme député néo-démocrate, de 1979 à 2008. Durant ces trois décennies, il a été porte-parole en matière de santé, d'environnement, de commerce, d'affaires autochtones, de justice, de réforme parlementaire, d'affaires constitutionnelles et d'affaires étrangères. Il est arrivé deuxième derrière Jack Layton à la course au leadership en 2003 et a été vice-

président de la Chambre des communes de 2006 à 2008.

Tout au long de sa carrière politique, Bill a fait montre de son profond désir de faire fonctionner le Parlement. « Le Parlement n'est pas un roman-savon ou un match de football, écrit-il. Et il ne faut certainement pas que l'on en vienne à une sorte de combat extrême où tous les coups sont permis. Ce qu'il faut, c'est un sens du pardon. » Il fait appel au leadership des deux côtés pour éradiquer ce qu'il décrit comme une « culture toxique ».

Ce qui rend ce livre si intéressant, ce sont tous ces souvenirs qu'il nous rapporte de gens et d'événements associés à d'importants débats et dossiers. Seule une personne comme Bill, qui pouvait déceler les contradictions et les faiblesses humaines, même les siennes propres, pouvait écrire ce livre. Les faits qu'il y relate ne sont ni des oui-dire, ni des versions édulcorées : il y était. C'est à la fois rare et merveilleux de savoir ce qui se passe véritablement derrière les portes closes et de connaître réellement les personnalités de chacun.

L'ouvrage s'attaque au croisement entre la foi et la politique, mais il fait bien plus encore. On a presque l'impression de lire la version non révisée du journal intime de Bill depuis son adolescence jusqu'à son premier départ à la retraite. Même s'il se révèle dans ce livre comme un personnage politique plutôt direct et bourru, il s'agit en fait du cadeau d'une personne qui a volontairement décidé de baisser sa garde.

Bill aborde deux débats religieux. Le

premier traite des spéculations sur les rencontres et l'impact entre la droite religieuse et la gauche dans l'arène politique. À son avis, la croissance du christianisme évangélique pourrait bien être la capitale spirituelle du prochain gospel social. Certains seront peut-être étonnés de voir que ses réactions sont plus positives que négatives.

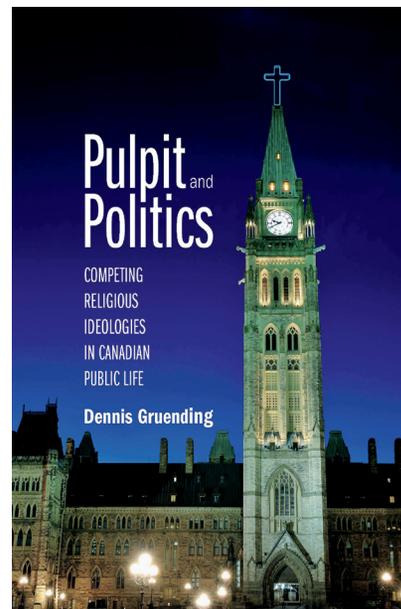
Bill réserve ses critiques les plus acerbes à ce qu'il décrit comme étant « l'idolâtrie du marché ». Il fait référence à la profonde influence et aux répercussions de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, à l'Accord de libre-échange nord-américain et enfin, à la confiance générale à l'endroit de l'Organisation mondiale du commerce et ses objectifs. Il croit que les engagements moindres envers les droits des travailleurs et des droits de la personne, la protection des ressources naturelles, l'environnement et même les soins de santé résultent de ces pressions constantes. Et il estime qu'au bout du compte, ce que nous mettons en péril, ce sont la démocratie elle-même et la viabilité du Canada en tant que pays maître de ses choix, souverain et indépendant. Une perspective bien peu réjouissante.

Au final, ce qui rend cet ouvrage agréable à lire, c'est l'humanité et l'humour qui se dégagent de l'homme, mêlées à sa franchise et à son propos politique. À lire absolument!

De 1985 à 1980, l'honorable David MacDonald a été député progressiste-conservateur de la circonscription de Prince (I.-P.-É.), aujourd'hui Egmont. De 1988 à 1993, il a représenté le comté de Rosedale, en Ontario, sous la bannière néo-démocrate.

# Habitudes de vote des croyants

Dans ce contexte, quiconque veut prétendre que la religion et la politique ne se mélangent pas fait semblant d'être aveugle ou parle sans doute d'une autre planète.



*Pulpit and Politics – Competing Religious Ideologies in Canadian Public Life.* Par **Dennis Gruending**. Critique de l'honorable **Bill Blaikie**.

Dans un monde où parler de la religion dans l'espace public est souvent dominé par le conflit entre le séculier et le religieux, Dennis Gruending a produit un ouvrage qui éclaire les conflits au sein de la communauté religieuse. Comme le sous-titre le suggère, *Pulpit and Politics* décrit également la concurrence au sein de la communauté religieuse, entre des vues divergentes de la foi et de la politique, les différences qui découlent des diverses idées sur la foi, la politique, la relation qui devrait exister entre les deux, et la concurrence qui se fait pour obtenir ou conserver son influence dans le domaine politique.

Le livre est une anthologie des articles que Gruending a rédigés ces dernières années sur son blogue primé éponyme qui est divisé en plusieurs rubriques portant notamment sur les sujets suivants : les habitudes de vote de la communauté croyante; la polarisation religieuse et politique; la droite religieuse; la gauche religieuse; et le débat politique au sein de la communauté catholique. Malgré le foisonnement d'aperçus et de renseignements utiles offerts dans la collection intégrale, c'est surtout dans le contexte de la communauté catholique que les réflexions de Gruending s'avèrent particulièrement utiles, du moment qu'elles éclairent un débat interne au sein d'une communauté de croyants aussi vaste et

importante sur le plan politique.

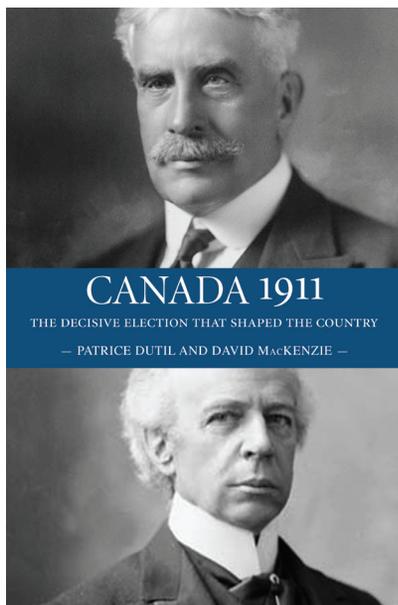
Sans vraiment oublier la communauté catholique, les médias font trop souvent abstraction du débat politique qui se déroule en son sein. Gruending est particulièrement qualifié pour commenter ces questions. En tant qu'ancien directeur de l'information pour la Conférence des évêques catholiques du Canada, et en tant qu'ancien député, ses réflexions révèlent son désarroi face au fait que l'immense savoir social et économique de la religion catholique n'est ni largement enseigné, ni largement prêché, ni largement connu, et à la façon dont les enseignements du Pape sur l'économie sont attaqués ou déformés quand ils remettent en question le compromis politique avec le fondamentalisme de marché libre qui a été le prix des alliances avec la droite politique dans les guerres culturelles. L'encyclique sociale de Benoît XVI, *Caritas in Veritate* (La charité dans la vérité) en est un bon exemple.

Pour ceux et celles qui s'intéressent à la foi, à la politique et au parlement, il y aurait tout à fait lieu de se pencher sur la controverse touchant le financement de KAIROS, groupe canadien d'initiatives œcuméniques pour la justice, qui comprend onze organisations religieuses de diverses confessions, dont l'Église anglicane, l'Église unie, la Réforme chrétienne et les Luthériens évangéliques. Une demande de renouvellement de financement de ses activités internationales avait été approuvée par l'ACDI, mais des personnes en haut lieu de l'actuel gouverne-

ment y ont opposé leur veto, sans parler des détails très débattus de l'implication de la ministre Bev Oda.

Dans le cas de KAIROS, les réflexions que l'on retrouve dans *Pulpit and Politics* portent sur la gravité flagrante d'un geste qui cible des travaux qui se fondent sur la foi, non pas aux mains d'intégristes laïques, mais bien de chrétiens comme Jason Kenney et le premier ministre, qui détestent et déplorent intensément les vues de leurs frères chrétiens sur les sables bitumineux, les changements climatiques et le Moyen-Orient, au point où ils étaient prêts à endurer ce genre de polémique qui pouvait porter outrage au Parlement et présager les résultats de la dernière élection, comme cela a fini par être le cas. Dans ce contexte, quiconque veut prétendre que la religion et la politique ne se mélangent pas fait semblant d'être aveugle ou parle sans doute d'une autre planète. Elles se mélangent, pour le meilleur ou pour le pire, et il y a pénurie de documentation susceptible de nous aider à comprendre ce qui se passe derrière et sous les coulisses pour qu'un jour nous puissions avoir un mélange différent, plus transparent que l'actuel. L'ouvrage de Dennis Gruending contribue à combler cette pénurie et c'est certainement un pas vers une meilleure compréhension pour ceux et celles qui auront l'occasion de le lire.

L'hon. Bill Blaikie a été député néodémocratique pour la région de Winnipeg au Manitoba de 1979 à 2008.



*Canada 1911 : Decisive Election that Shaped the Country, par Patrice Dutil et David MacKenzie. Dundurn, 378 p. 29,99 \$. Critique de Dave Obee, Times Colonist.*

Pendant la campagne des élections fédérales de 1911, le premier ministre et chef du parti libéral de l'époque, Sir Wilfrid Laurier, n'est jamais allé à Victoria, pas plus d'ailleurs que son rival conservateur, Robert Borden.

Une telle visite n'aurait d'ailleurs rien changé à l'issue du scrutin, puisque les Britannico-Colombiens s'étaient avoués avoir une idée bien arrêtée du principal enjeu de la campagne, la réciprocité commerciale avec les États-Unis qu'on appellerait aujourd'hui le libre-échange.

Le premier ministre provincial, Richard McBride, avait dénoncé avec vigueur la réciprocité envisagée, affirmant qu'elle serait préjudiciable au Canada et qu'elle mènerait à notre annexion par les États-Unis. Il avait sillonné la province pour prononcer des discours un peu partout et s'assurer que les sept députés fédéraux représentant la Colombie-Britannique seraient des conservateurs.

William Templeman, de Victoria, se retrouva dans la charrette des libéraux qui perdirent leur siège.

Templeman, propriétaire du Victoria Daily Times, avait été ministre des mines et du revenu intérieur. Les élections de 1911, considérées comme un tournant dans l'histoire du Canada, sont au cœur de cet ouvrage qui a été présenté juste à temps pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de ce scrutin historique.

Pour les auteurs de *Canada 1911*, ces élections ont contribué à déterminer la place qu'allait occuper le Canada dans le monde, outre qu'elles mirent un terme à la carrière de Laurier à la tête du gouvernement et cela

# Canada 1911

## Examen en profondeur d'une élection déterminante

Des membres du Victoria Trades and Labour Council (Conseil du travail local) jugeaient nécessaire de faire passer la taxe d'entrée imposée aux immigrants chinois de 500 à 1 000 \$, parce qu'à 500 \$, « on ne parvenait pas à les empêcher de rentrer au pays ».

après avoir été premier ministre 15 ans de suite.

Comme il y avait eu une élection en 1908, Laurier avait déclenché celle de 1911 avec une année d'avance sur ce que prévoyait la loi. Il voulait que la population puisse se prononcer sur la réciprocité, bien qu'il ne se fut guère embarrassé de lui demander son avis au sujet d'une autre décision importante, la création d'une marine nationale.

Les débats qui avaient entouré la création de la Marine royale canadienne, en 1909, avaient contribué à façonner le Greater Victoria, puisqu'ils avaient donné lieu à la garantie que l'ancienne base de la Royal Navy, à Esquimalt, accueillerait la toute nouvelle marine canadienne.

Lors de son passage à Victoria en août 1910, Laurier avait été encensé par le Daily Colonist pour son œuvre de rassembleur des Canadiens.

Pour le quotidien, cette tournée nationale du premier ministre contribuerait à promouvoir l'esprit d'unité « sans laquelle le Canada ne réaliserait jamais son grand destin »; le journaliste affirmait au passage que le pays allait y gagner nettement plus que Laurier sur le plan politique.

Laurier rencontra des centaines de résidents de la région et s'entretint avec de nombreux représentants d'organisations locales, dont des membres du Victoria Trades and Labour Council (Conseil du travail local). Ces derniers jugeaient nécessaire de faire passer la taxe d'entrée imposée aux immigrants chinois de 500 à 1 000 \$, parce qu'à 500 \$, « on ne parvenait pas à les empêcher de rentrer au pays ». À défaut, estimait le conseil, il n'y avait toutefois pas lieu d'interdire complètement l'entrée des Chinois au Canada.

Le premier ministre fit remarquer que

la décision de son gouvernement de créer une marine nationale avait été bien accueillie dans la région de Victoria et insista sur le fait que cette nouvelle arme contribuait énormément à rehausser le statut de nation du Canada au sein de l'empire britannique.

Cette décision n'avait toutefois pas été très populaire dans le reste du pays et il est fort possible que les résultats des élections de 1911 soient dus au mécontentement de la population et aux craintes qu'elle entretenait vis-à-vis du libre-échange.

Au moment de passer aux urnes, le sentiment d'unité nationale qui avait, jusque-là, semblé animer les Canadiens, se dissipa pour laisser place aux régionalismes. Les agriculteurs de l'Ouest allaient être les grands gagnants – malgré les mises en garde de Templeman qui avait affirmé que les fruiticulteurs de la Colombie-Britannique en subiraient les conséquences – tandis que les régions industrielles de l'Ontario et du Québec ne voulurent pas renoncer à leur protection tarifaire.

*Canada 1911* est donc un examen approfondi d'une élection déterminante. Au fil des pages, les auteurs, Patrice Dutil et David MacKenzie, nous fournissent parfois plus d'informations que nécessaire, mais cela peut permettre au lecteur d'analyser la situation circonscription par circonscription.

Quoi qu'il en soit, les auteurs nous expliquent pourquoi cette élection a été si importante pour le Canada et pourquoi les thèmes de l'époque continuent de raisonner aujourd'hui. Nul ne nie que cette élection a été l'un des événements marquants de l'histoire du Canada.

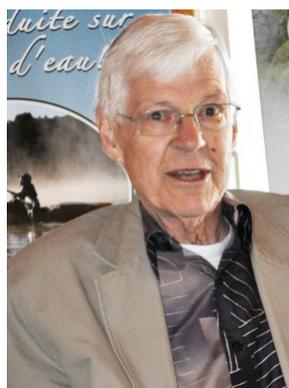
Le critique de cet ouvrage, rédacteur de la page éditoriale au *Times Colonist*, a signé *The Library Book: A History of Service to British Columbia*.

# Notre hommage à ceux qui nous ont quittés

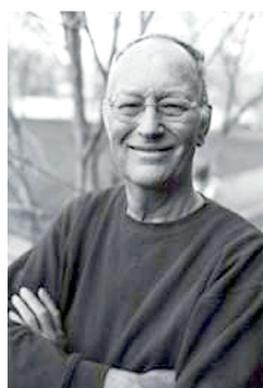
Par Jenny Ford



*L'hon. Jean-Pierre Goyer.*



*Rolland Dion.*



*Simon de Jong.*



*L'hon. John Sylvain.*

## L'hon. Jean-Pierre Goyer

L'honorable Jean-Pierre Goyer, architecte de la réforme pénitentiaire au Canada, est décédé à Montréal, le 24 mai, à l'âge de 79 ans.

On lui doit la réforme du système carcéral en vue d'améliorer les conditions de détention des détenus et de réduire les risques de récidive. Il a fait en sorte que les détenus puissent avoir une bonne coupe de cheveux et de bons vêtements. Il a également facilité l'accès des détenus à du travail et aux études.

« Depuis trop longtemps maintenant, notre société axée sur la punition cultive un état d'esprit qui exige que les délinquants peu importe leur âge, quel que soit leur crime, soient incarcérés, a-t-il déclaré à la Chambre des communes en 1971. Par conséquent, nous avons décidé de mettre l'accent sur la réadaptation. »

Activiste pendant sa jeunesse, M. Goyer dénonce le gouvernement de Maurice Duplessis au Québec et participe à la première manifestation assise organisée à l'Assemblée nationale. Élu à la Chambre des communes en 1965 sous la bannière libérale, il devient solliciteur général du Canada en 1969. Puis, il est nommé à la tête du ministère des Approvisionnements et Services. En 1978, il quitte la politique pour pratiquer le droit à Montréal.

Il laisse dans le deuil, sa première femme, Michelle Gascon, avec qui il a eu trois filles, Christine, Sophie et Julie, et sa seconde femme, Nicole Forbes.

## Rolland Dion

Le jour des funérailles, la dépouille de l'ancien maire de Saint-Raymond, au Québec, a traversé l'héritage qu'il laisse en quittant la chapelle ardente du centre multifonctionnel où il était exposé pour effectuer son ultime voyage jusqu'à l'église.

Ancien député fédéral libéral, M. Rolland Dion est décédé le 4 juin 2011, à l'âge de 72 ans.

Pendant son mandat, il a mené à terme de nombreux projets, dont la construction d'un centre multifonctionnel, d'un aréna, d'une caserne de pompiers ainsi de que nombreux parcs et terrains de jeu. La population de Saint-Raymond l'a applaudi durant son passage dans les rues de la ville.

« Comment résumer l'ampleur de ses réalisations, a déclaré le directeur municipal, Alain Tardif, aux funérailles, le qualifiant de « grand stratège et visionnaire ».

Sa famille, sa ville et ses citoyens étaient sa passion. Il a été député fédéral libéral de 1979 à 1984 pour la circonscription de Portneuf au sein du gouvernement de Pierre Elliot Trudeau.

Il fut secrétaire parlementaire du ministre d'État et du Développement régional et du ministre d'État des Sciences et de la Technologie.

## Simon de Jong

Après une lutte contre la leucémie, l'ancien député du NPD, Simon de Jong, est décédé chez lui à Vancouver le 22 août, à l'âge de 69 ans.

Simon De Jong est né en Indonésie et a vécu les premières années de sa vie dans un camp de concentration durant la Deuxième Guerre mondiale. À l'âge de neuf ans, lui et sa famille ont immigré au Canada.

Il a représenté la circonscription de Regina-Est, puis Regina-Qu'Appelle, en remportant cinq élections consécutives et en siégeant comme député de 1979 à 1997.

M. De Jong a été décrit comme un homme en avance sur son temps, qui fut le premier, selon certains, à parler de « gaz à effet de serre » au Parlement. Environnementaliste, il exigeait du gouvernement qu'il rende des comptes sur les enjeux environnementaux tels que l'envoi de pesticides dans les pays du tiers monde.

À sa retraite, il a déménagé en Californie, puis voyagé entre le Brésil, Regina et la côte Ouest.

Peintre et restaurateur, il était propriétaire du restaurant « Gretta's », à Regina. Il était également fonctionnaire et organisateur communautaire.

Il laisse dans le deuil sa famille élargie et sa partenaire Cheryl Anderson.

## L'hon. John Sylvain

Homme juste, John Sylvain comptait des amis des deux côtés de la Chambre, dont Brian Mulroney, et Robert Layton, lequel l'a encouragé à se lancer en politique, et quelques-uns des petits-enfants de Jean Chrétien sont ses petites nièces et neveux.

L'honorable John Sylvain est décédé



*L'hon. Robert Muir.*



*L'hon. Edgar John Benson.*



*William Lesick.*

le 16 août, à l'âge de 87 ans. Il a été sénateur de 1990 à 1996.

« Il possédait le don de pouvoir soulever les deux côtés d'un argument, selon sa femme. Il était le plus adorable des hommes. Toutes les personnes qui l'ont connu le décrivent comme quelqu'un de gentil et doux. »

Avant de faire de la politique, Sylvain a travaillé dans le domaine des assurances. Il a servi au sein de la RAF durant la Seconde Guerre mondiale, puis a décroché un diplôme de l'Université d'Ottawa. Au cours de sa carrière politique, il s'est chargé de dossiers concernant les banques et les assurances, fait partie du Comité permanent des banques et du commerce. Il fut un guide et un mentor pour ses enfants et petits-enfants. « Il était très aimé et était un excellent homme d'affaires, a déclaré sa femme. Il était également un homme dévoué à sa famille. » Il est survécu par ses six enfants, 16 petits-enfants et huit arrière-petits-enfants.

#### **L'hon. Robert Muir**

L'honorable Robert Muir a commencé à gagner sa vie dans les mines de charbon de la Nouvelle-Écosse en abandonnant ses études en huitième pour travailler. Il allait devenir un des géants de la politique néo-écossaise en siégeant pendant 22 ans à la Chambre des communes et 15 ans au Sénat.

M. Muir est décédé le 31 août chez lui, à Cap-Breton, à l'âge de 91 ans.

Né à Édimbourg, en Écosse, Robert Muir était un nourrisson lorsque sa famille a immigré au Canada. Il s'est blessé grièvement à deux reprises et a du quitté

la mine. Guéri d'un dos brisé, il a obtenu une licence de vendeur d'assurance pour la London Life.

En 1957, il fut élu député du Parti progressiste-conservateur dans la circonscription de Cap-Breton Nord à une très faible majorité. Il a servi ses électeurs sous les gouvernements Dieffenbaker et Clark, avant d'être nommé sénateur en 1979.

M. Muir s'est lancé en politique pour aider les personnes incapables de s'aider elles-mêmes, et il a consacré sa carrière à aider ses électeurs de la classe ouvrière.

« Bob Muir était le politicien de circonscription par excellence ayant réellement à cœur le bien-être des électeurs », selon le chef du Parti conservateur de la Nouvelle-Écosse, Jamie Baillie.

« Il était également le mentor généreux de beaucoup de progressistes-conservateurs et d'autres qui lui demandaient conseil. »

Il est survécu par sa femme Mary, ses fils Gary et Robert, sa fille Ruth et six petits-enfants.

#### **L'hon. Edgar John Benson**

Sa famille disait de lui qu'il « savait manipuler les chiffres de façon extraordinairement habile et astucieuse ». On peut lui attribuer bon nombre des réalisations financières du Canada. Il est décédé à l'âge de 88 ans, à Ottawa, le 2 septembre.

Comptable de profession, il a été député de la circonscription de Kingston et les Îles de 1962 à 1972 dans les gouvernements de Lester B. Pearson et Pierre Elliot Trudeau. Il a été le premier président du tout nouveau Conseil

du Trésor, créé en 1966, et occupé les postes de ministre des Finances, ministre du Revenu national et ministre de la Défense.

M. Benson compte de nombreuses réalisations au Parlement, mais il est surtout connu pour la mise en œuvre d'un système fiscal entièrement revu et juste, ainsi que d'un régime de soins de santé national. On lui doit également l'impression du buste des premiers ministres sur les billets canadiens.

Après son retrait de la vie politique, il fut président de la Commission canadienne des transports pendant dix ans avant sa nomination, en 1982, comme ambassadeur du Canada en Irlande.

Selon sa famille, il avait un grand sens d'humour et était un homme charmant. Il est survécu par sa femme Mary Jane Binks, sa première femme, Marie Louise Benson, et leurs quatre enfants Robert, Paul, Peter et Nancy, ainsi que par neuf petits-enfants et 13 arrière-petits-enfants.

#### **William Lesick**

Sa famille le décrit comme un grand humaniste fier d'être Canadien. Le 9 septembre, le député progressiste-conservateur William Lesick est décédé à l'âge de 88 ans.

M. Lesick, pharmacien de formation, a été élu au gouvernement de Brian Mulroney en 1984. Il a fait partie de nombreux comités, notamment ceux des affaires étrangères et du commerce international ainsi que du multiculturalisme.

Il a également été juge de la citoyenneté canadienne et ancien combattant



Guy Marcoux.



© Chambres de Commune

Hon. Reg Alcock.



Jean Casselman Wadds.

de la Seconde Guerre mondiale ayant pris part à la libération de la Hollande.

Il était optimiste de nature et aimait sans réserve. Il est survécu par sa femme Winnifred, leurs deux enfants Tom et Patrice et ses deux petits-enfants Kendall et Avery.

#### Guy Marcoux

Médecin, innovateur communautaire et ancien député du Crédit social, Guy Marcoux est décédé le 23 septembre à Québec à l'âge de 87 ans.

M. Marcoux a pratiqué la médecine avant de se lancer en politique en 1962 dans la circonscription de Québec—Montmorency. Durant son mandat au Parlement, il a surtout œuvré dans les domaines de la lutte antidrogue et de la santé en tant que membre de plusieurs comités permanents.

Il a repris la pratique de la médecine en 1965. On lui attribue des traitements innovateurs pour lutter contre la pharmacodépendance et l'alcoolisme.

Sa femme Jeanne-d'Arc Lortie est décédée avant lui. Il laisse dans le deuil ses trois enfants, Paul, Lucie et Yves, ainsi que de nombreux petits-enfants.

#### L'hon. Reg Alcock

L'ancien premier ministre Paul Martin a rendu le plus bel hommage à l'honorable Reg Alcock lors de ses funérailles qui se sont déroulées à Winnipeg, le 21 octobre, en lui remettant le drapeau canadien.

M. Alcock est décédé soudainement d'une crise cardiaque le 14 octobre. Il avait 63 ans.

M. Alcock a été député fédéral de la circonscription de Winnipeg-Sud de

1993 à 2006, date à laquelle a pris fin son mandat de trois ans à la présidence du Conseil du Trésor.

Sa carrière politique a commencé en 1988 avec son élection à l'Assemblée législative du Manitoba. Après son retrait de la politique, il a travaillé à l'Université du Manitoba à titre de cadre en résidence à l'Asper School of Business, dont il a également été doyen associé.

Aux funérailles, en octobre, on a décrit M. Alcock comme une personne au grand cœur rempli de compassion et ayant un sens d'humour extraordinaire.

« Type exceptionnel, enthousiaste, embrassant la vie et possédant un grand sens de l'autre, a déclaré le chef libéral Bob Rae aux funérailles, il va nous manquer énormément. »

Il est survécu par sa femme Karen, ses enfants Sarah, Matthew et Christina, ainsi que ses sœurs Joan Anderton et Beverley Verkouteren.

Après une carrière consacrée à rendre hommage aux soldats canadiens, l'honorable Barney Danson, ancien combattant et personnalité politique, est décédé à Toronto, le 17 octobre, à l'âge de 90 ans.

M. Danson a servi durant la Seconde Guerre mondiale sur les champs de bataille de Normandie, où non seulement il a perdu un œil, mais ses quatre meilleurs amis.

« Une grande partie de mon expérience militaire s'est révélée d'une valeur inestimable pour façonner le reste de ma vie », a-t-il déclaré en entrevue en 2002.

#### Jean Casselman Wadds

Un emblème féminin de la politique canadienne est décédé le 25 novembre, à l'âge de 91 ans. Jean Casselman Wadds est décédée chez elle, en bordure du Saint-Laurent à Prescott, en Ontario.

Mme Wadds a réalisé plusieurs premières en politique canadienne comme politicienne.

Elle fut la troisième femme à se faire élire à la Chambre des communes en 1958 en remportant le siège de son mari décédé. M. Azra Casselman a été élu en 1921 et a représenté le Parti progressiste-conservateur à la Chambre jusqu'à son décès.

Mme Wadds s'est jointe à son père à la Chambre des communes, l'honorable Earl Rowe, faisant d'eux la première équipe père-fille de la politique canadienne. Elle a été secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, première femme à occuper un tel poste.

Elle a conservé le siège pendant dix ans et, en 1961, elle fut la première femme nommée aux Nations Unies par le gouvernement canadien. Mais sa plus importante réalisation s'est produite en 1979 lorsqu'elle est devenue la première femme nommée au haut commissariat de la Grande-Bretagne.

C'est à ce titre qu'elle a contribué à la concrétisation de la réforme constitutionnelle.

Récipiendaire de l'Ordre du Canada en 1982, elle est survécue par ses deux filles, Nancy et Clair, et sa famille élargie.



Keith Penner.

## Souvenirs de campagnes électorales

Les liquides dorés et ambrés servis dans ces établissements recèlent des qualités magiques. Imbibés en quantité suffisante, ils inculquent la sagesse à leur consommateur.

Par Keith Penner

« Les élections sont déclenchées! » Certains de mes collègues ont accueilli cette nouvelle avec enthousiasme. Ils avaient hâte de se lancer dans la campagne électorale et de répandre leur vision du Canada.

Mes sentiments étaient tout autres. En tant que député, je trouve les campagnes électorales exigeantes, difficiles, avilissantes et épuisantes. Elles sont beaucoup trop longues. Elles ont heureusement été réduites depuis, une bénédiction tant pour les candidats que pour les électeurs.

En devenant un candidat, il a fallu que je revoie mon attitude. Une attitude cavalière, cynique et agressive n'était pas une combinaison gagnante. Le mot d'ordre était d'apprendre à être sincère (un oxymoron, sûrement) et à désamorcer une opposition hostile.

Après quelques leçons, le nouveau moi était prêt à se lancer dans la mêlée. En sortant de l'hôtel Longlac, coincé entre la voie ferrée et la Transcanadienne, j'aperçois un homme roupillant au soleil, le dos appuyé contre le mur de la gare.

Arborant un grand sourire, la main tendue, je m'approche de ce futur électeur en lui disant : « Je suis le candidat, puis-je compter sur votre vote le jour de l'élection? » Avec une lenteur étudiée des plus délibérées, l'homme relève sa casquette tachée d'huile pour révéler un visage barbu, me dévisage d'une paire d'yeux froids comme l'acier et me dit d'aller me faire ce qui est anatomiquement impossible.

Pour bien des candidats, les problèmes

commencent dès qu'ils se mettent à parler. En marchant un jour le long d'un chemin forestier poussiéreux, j'entends du bruit derrière une clairière. Je m'approche. En regardant de plus près, je me retrouve face à face avec un boxeur en entraînement. Je lui expose mon programme pendant qu'il continue de frapper le punching-bag. Il s'arrête, puis me demande si je m'y connais en boxe. Je me mets à me vanter de mes prouesses dans le club de boxe de mon école secondaire. « Ouais, j'ai mis mon instructeur K.-O. un jour. » Il se dit heureux de l'entendre et ajoute, « J'aurais besoin d'un adversaire. Faites trois rounds avec moi et vous avez mon vote », me dit-il. Invoquant quelque prétexte boiteux, j'ai vite battu en retraite.

Une journée de campagne électorale commence tôt. Il y a d'abord les visites à la mine ou à la barrière de l'usine pour saluer le changement de quart et échanger quelques propos. Puis, c'est la tournée des cafés-restaurants, suivie de la sollicitation porte-à-porte jusqu'à la réunion publique en soirée. À 23 heures, le candidat est épuisé, mais cela n'a pas empêché un de mes directeurs de campagne d'insister pour faire une petite tournée rapide des bars locaux.

Les liquides dorés et ambrés servis dans ces établissements recèlent des qualités magiques. Imbibés en quantité suffisante, ils inculquent la sagesse à leur consommateur. Lorsqu'un politicien entre dans une pièce, il ne peut s'empêcher d'en profiter pour répandre la bonne nouvelle. Les points de vue sont clairement expri-

més d'une voix forte. Les conclusions s'illustrent au moyen de l'index carrément enfoncé dans la poitrine du pauvre candidat. J'ai été couvert de bleus pendant des jours.

Il est parfois dangereux de voyager dans les régions isolées. Le temps change rapidement. Je dois la vie à de jeunes pilotes de brousse. Ce n'est pas le manque de savoir-faire qui peut les empêcher de faire confiance à leur capacité de vous ramener chez vous sain et sauf malgré les conditions difficiles.

Je me souviens d'une occasion où nous avons décollé sous un ciel nuageux à bord d'un Cessna 180 muni de flotteurs pour vite nous retrouver enveloppés d'un épais brouillard. Les instruments de l'appareil étaient rudimentaires. J'ai entendu à un moment donné ce qui m'a paru comme étant le bruit d'une toile frappant contre la paroi. J'ai demandé au pilote ce que cela pouvait bien être. Jetant un coup d'œil à son altimètre, il s'est exclamé, « Mon Dieu, ce sont les flotteurs qui frôlent la cime des arbres. »

L'avion ayant repris de l'altitude, j'ai pu retrouver la voix et je me suis risqué à demander s'il y avait des collines dans la région. J'ai obtenu une réponse plutôt floue.

La campagne électorale foisonne de dangers et d'exigences. Aussi difficile qu'elle puisse être parfois, il n'y a pourtant jamais pénurie de candidats. Longue vie au processus démocratique.

Keith Penner fut député pour le Nord de l'Ontario de 1968 à 1988.



*L'hon. Anthony Abbott et Rosemary Crowley, ex-parlementaire de l'Australie.*



*Betty et Murray Cardiff.*



*Ron Bailey, ex-parlementaire néo-zélandais et l'hon. Pauline Browes.*



*Les participants du voyage d'étude s'apprêtent à entrer dans la mine de Banbury.*



*Léo Duguay et Graham Kelly, président sortant de l'association des ex-parlementaires néo-zélandais.*



*Ian Waddell et Bonnie Crombie.*



*L'hon. Anthony Abbott et son neveu Philip Smith.*



*Murray Cardiff, l'hon. Sue Barnes et son mari John et Joan Cardiff.*



*L'hon. Nick Taylor et sa femme Margaret.*



*L'hon. Pauline Browes et le port de Sydney.*



*L'hon. Raymond Setlakwe et sa femme Yvette.*



*Charlette Duguay et une aînée maori.*

# Venez à *Ottawa*

**Assemblée générale annuelle de l'ACEP**  
Du 3 au 5 juin 2012

Points saillants :

**Célébrez notre 25<sup>e</sup> anniversaire!**

Assemblée générale annuelle et séances d'affaires

Réception des Présidents

Dévoilement des plaques commémoratives de la 40<sup>e</sup> législature

Dîner dans le Hall d'honneur

Service commémoratif et concert de la Carillonneuse du Dominion

Prix de reconnaissance pour services exceptionnels

Superbes conférenciers

L'inscription en ligne sera disponible à partir d'avril à [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca).  
Une trousse d'inscription vous sera également envoyée par la poste.

